

RUSSIE
**La Banque
centrale russe
relève son taux
directeur à 15%**

P 11

SITUATION ÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE

Des perspectives prometteuses pour 2024 et 2025

L'économie de l'Algérie devrait s'inscrire dans une trajectoire de croissance durant les deux prochaines années 2024 et 2025. Une croissance qui sera tirée principalement par les secteurs des hydrocarbures et de l'agriculture, indique la Banque mondiale dans son rapport sur les perspectives économiques de l'Algérie pour 2023, intitulé : «Rapport de suivi de la situation économique : Poursuivre l'effort de diversification ». P 3



11^e COMMISSION
GOUVERNEMENTALE
ALGÉRO-RUSSE
**Plusieurs accords
signés**



Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, a supervisé vendredi à Moscou (Russie), la clôture des travaux de la 11^e Commission gouvernementale algéro-russe pour la coopération économique, commerciale, scientifique et technique, qui a été sanctionnée par la signature de plusieurs accords, a indiqué un communiqué du ministère.

P 2

GRÂCE AUX MESURES
DU GOUVERNEMENT
**Le déficit de la CNR
en net recul**



Grâce aux mesures prises depuis 2020 par le gouvernement, le déficit budgétaire de la Caisse nationale de retraite est en net recul. Selon les derniers chiffres du ministre du travail, de l'Emploi et de la sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, le déficit passera de 420 milliards de DA à 380 milliards de DA d'ici fin 2023.

P 3

PLF 2024
**Les mesures décidées
par le Président sont
rassurantes**

Les mesures décidées par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres mercredi, sont rassurantes et pour les consommateurs et pour les entreprises, ont souligné jeudi des experts en économie.

P 4

TOURISME THERMAL

**Organisation d'un
Forum international
à Sétif** P2

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

**L'université
se prépare aux métiers
d'avenir** P5

MODE DE FINANCEMENT PARTICIPATIF

**Le cadre
réglementaire
publié au JO** P3

RECRUTEMENT AU NIVEAU DE SONATRACH

Les précisions du ministre de l’Energie

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a précisé que le recrutement au niveau du groupe Sonatrach et ses filiales se font en fonction des besoins et via l'Agence nationale de l'emploi (ANEM). Lors d'une séance plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, le ministre a indiqué dans sa réponse au député Mokhtar Bousbaa (Indépendants) sur le ce sujet, que «les contrats conclus par Sonatrach et ses filiales prévoient des clauses engageant cette dernière à recourir aux entreprises nationales et locales de sous-traitance, en vue d'encourager l'émergence du produit local», tel que stipulé dans la loi sur les hydrocarbures de 2019. Arkab a précisé, en outre, que « Sonatrach en tant que société citoyenne n'a jamais ménagé ses efforts pour contribuer au développement de l'emploi et à l'insertion professionnelle des jeunes demandeurs d'emploi via l'apprentissage», affirmant que le groupe pétrolier a consacré en 2022 un budget de plus de 146 millions de dinars pour le sponsoring des clubs sportifs dans le sud ayant profité à 263 clubs issus de dix wilayas.

S T.

SALON INTERNATIONAL DE LA PÊCHE

La 9^e édition prévue en février 2024 à Oran

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani a annoncé l'organisation de la 9e édition du Salon International de la Pêche en février 2024 à Oran, avec une large participation d'opérateurs économiques et d'investisseurs nationaux et étrangers. Il a également évoqué la préparation de lois relatives à la réglementation de la pêche du corail en coordination avec les secteurs concernés dont la Pêche, les Transports, la Garde côtière et la santé, afin d'autoriser la pêche du corail dès le début de l'année prochaine.

TOURISME THERMAL

Organisation d’un Forum international à Sétif

Le ministre du tourisme et de l’artisanat, Mokhtar Didouche, a révélé hier à Sétif que l’État accorde une grande importance au tourisme en général et au tourisme thermal en particulier. L’organisation d’un Forum international dans cette wilaya, auquel participent de nombreux spécialistes expérimentés des pays européens et arabes, témoigne sur cette volonté de promouvoir le tourisme en Algérie.

Par Slimane T

Le choix de cette ville n'est pas fortuit, indique le ministre, puisqu'elle regorge de bains minéraux comme le Hammam de Guerqour, classé au troisième rang mondial. Par ailleurs, lors de son inspection de plusieurs projets hôteliers, le ministre a recommandé une baisse des prix et une amélioration des services, pour capter les touristes algériens et étrangers. Il a rappelé, à ce titre, que le pays possède 249 zones d'expansion touristique (ZET). Plus de la moitié de ces zones ont été approuvées par le comité d'investissement touristique. Le forum, auquel participent également des représentants du groupe Hôtellerie, tourisme et thermalisme (HTT) et des experts du domaine algériens, tunisiens, jordaniens, hongrois et chinois, vise à promouvoir des investissements à même de donner naissance à des stations thermales et des centres de thalassothérapie conformes aux standards internationaux par le biais, notamment, d'investissements directs étrangers, et à encourager le partenariat entre investisseurs locaux et étrangers. La manifestation donnera lieu à de nombreuses interventions ayant pour thème le développement du tourisme thermal, les opportunités d'investissement, les pratiques spécifiques au tourisme thermal, le développement et les perspectives du thermalisme en Algérie en matière de stations thermales, de thalassothérapie et de cures thermales, en plus de la présentation des expériences hongroise et jordanienne en la matière.

Deux ateliers seront organisés à l'occasion de ce forum autour de différents thèmes liés aux ressources thermales en Algérie, aux opportunités d'investissement dans le domaine, ainsi qu'au développement et à la standardisation des pratiques dans les stations thermales et de thalassothérapie. Des rencontres bilatérales seront également organisées en marge des ateliers, consacrées à l'investissement dans ce domaine et aux mécanismes de diversification des activités relatives à l'utilisation des eaux thermales. Il est à noter que le forum international sur le tourisme thermal, organisé par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, s'inscrit dans le cadre de la promotion et du développement de ce type de tourisme en Algérie, a-t-on souligné. Un forum international sur le tourisme thermal s'est ouvert, samedi à la salle de conférences "le dôme" du Park Mall de Sétif, en présence du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche. La rencontre a également été marquée par la présence du président de la Commission de la culture, de l'information, de la jeunesse et du tourisme au Conseil de la nation, Mahfoub Bousbaa, du président de la Commission de la culture, de la communication et du tourisme à l'Assemblée nationale populaire, Abdelmadjid Mechri, ainsi que des ambassadeurs d'Arabie Saoudite, de Croatie, de Bulgarie, et de représentants des ambassades d'Égypte, de Turquie, de Jordanie et de la République Tchèque. Le forum, auquel participent également des représentants du groupe Hôtellerie, tourisme et thermalisme (HTT) et des experts du do-

maine algériens, tunisiens, jordaniens, hongrois et chinois, vise à promouvoir des investissements à même de donner naissance à des stations thermales et des centres de thalassothérapie conformes aux standards internationaux par le biais, notamment, d'investissements directs étrangers, et à encourager le partenariat entre investisseurs locaux et étrangers. La manifestation donnera lieu à de nombreuses interventions ayant pour thème le développement du tourisme thermal, les opportunités d'investissement, les pratiques spécifiques au tourisme thermal, le développement et les perspectives du thermalisme en Algérie en matière de stations thermales, de thalassothérapie et de cures thermales, en plus de la présentation des expériences hongroise et jordanienne en la matière. Deux ateliers seront organisés à l'occasion de ce forum autour de différents thèmes liés aux ressources thermales en Algérie, aux opportunités d'investissement dans le domaine, ainsi qu'au développement et à la standardisation des pratiques dans les stations thermales et de thalassothérapie. Des rencontres bilatérales seront également organisées en marge des ateliers, consacrées à l'investissement dans ce domaine et aux mécanismes de diversification des activités relatives à l'utilisation des eaux thermales. Il est à noter que le forum international sur le tourisme thermal, organisé par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, s'inscrit dans le cadre de la promotion et du développement de ce type de tourisme en Algérie, a-t-on souligné.

11E COMMISSION GOUVERNEMENTALE ALGÉRO-RUSSE

Plusieurs accords signés

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, a supervisé vendredi à Moscou (Russie), la clôture des travaux de la 11e Commission gouvernementale algéro-russe pour la coopération économique, commerciale, scientifique et technique, qui a été sanctionnée par la signature de plusieurs accords, a indiqué un communiqué du ministère. A cette occasion, M. Henni a présenté ses remerciements au gouvernement russe pour le

succès de la session, qui s'est déroulée dans une atmosphère d'amitié et de coopération, ajoute le communiqué. Cette session a permis aux deux parties de procéder à une évaluation globale des différents aspects de la coopération bilatérale, ce qui reflète, selon la même source, l'engagement à tirer le meilleur parti des possibilités qu'offre la complémentarité entre les deux pays amis dans plusieurs domaines, à travers la convergence des vues et des approches sur les questions abordées lors des

réunions, qui se sont soldées par la signature de plusieurs accords outre le procès-verbal de la Commission, constituant une feuille de route pour l'avenir. Dans ce contexte, le ministre a appelé à la "poursuite des efforts en vue de la signature des accords qui n'ont pas encore été signés, lors des prochains rendez-vous bilatéraux". Il a également incité les délégations des deux pays, ainsi que les représentants des entreprises et des opérateurs économiques des secteurs public et privé, à "mettre en œu-

vre toutes les recommandations communes en vue d'ouvrir de nouvelles perspectives de coopération ambitieuse et fructueuse". Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a indiqué, par ailleurs, que la date de la tenue de la 12e session de la Commission gouvernementale algéro-russe pour la coopération économique, commerciale, scientifique et technique serait déterminée par voie diplomatique, selon le communiqué.

R E.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social 03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 00170000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81 Fax : 021 73 95 59 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz

SITUATION ÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE

Des perspectives prometteuses pour 2024 et 2025

L'économie de l'Algérie devrait s'inscrire dans une trajectoire de croissance durant les deux prochaines années 2024 et 2025. Une croissance qui sera tirée principalement par les secteurs des hydrocarbures et de l'agriculture, indique la Banque mondiale dans son rapport sur les perspectives économiques de l'Algérie pour 2023, intitulé : «Rapport de suivi de la situation économique : Poursuivre l'effort de diversification » (Automne 2023).

Par Sirine R

En effet, il est prévu une croissance stable de 2,5% et une hausse du PIB à 234 milliards de dollars en 2024, contre 215,4 milliards en 2023. En 2025, le PIB de l'Algérie devrait s'accroître à 245 milliards de dollars.

Dans son rapport, qui aborde les principales évolutions et perspectives économiques du pays, la BM a souligné que l'économie de l'Algérie « a retrouvé en 2022 son niveau pré-pandémie, avec une reprise qui se poursuit au premier semestre 2023. La croissance de l'Algérie devrait également reprendre sa trajectoire pré-COVID d'ici 2024, tirée notamment par les secteurs des hydrocarbures et de l'agriculture ».

La même institution a indiqué que la hausse des investissements, notamment dans les grands projets industriels, a stimulé l'activité économique de l'Algérie au premier trimestre 2023 et devrait continuer à soutenir la croissance entre 2023 et 2025.

« L'Algérie a le potentiel de diversifier son économie, de réduire sa dépendance à l'égard des importations et d'augmenter ses exportations hors hydrocarbures tout en créant des emplois durables dans le secteur privé », a soutenu Kamel Braham, représentant résident de la Banque mondiale en Algérie, cité dans ce rapport.

« Les bonnes performances du secteur des hydrocarbures et la dynamique positive des investissements devraient se poursuivre », a fait observer, de son côté, Cyril Despons, économiste senior de la Banque mondiale pour l'Algérie, assurant que « l'Algérie a mis en place des amortisseurs macroéconomiques à court terme grâce à l'accumulation de réserves de change et à des économies budgétaires ».

Au sujet de l'activité hors hydrocarbures, le rapport a estimé que la croissance du Produit intérieur brut (PIB) devrait être « plus forte en 2024 et 2025, grâce à la reprise de la production agricole et de la production de pétrole brut à la suite de celle des quotas de l'OPEP », mettant l'accent à ce propos sur la croissance de l'investissement qui devrait rester « robuste » et continuer à soutenir l'activité industrielle, notamment dans le secteur privé.

Selon les projections de la Banque mondiale, « l'inflation devrait progressivement reculer en 2024 et 2025 » avec des politiques monétaires et budgétaires prudentes et si « les précipitations se rétablissent, favorisant une production agricole robuste ».

S'agissant de la balance commerciale, la Banque mondiale prévoit qu'elle restera « positive » au cours de 2023, 2024 et 2025, tout en prévoyant également la poursuite de l'accumulation des réserves de change durant ces trois années. « Les autorités ont constitué davantage de réserves de change et d'épargne pétrolière, renforçant la résilience à moyen terme de l'économie algérienne, tandis que l'augmentation des prix du gaz et la hausse des prix du pétrole au cours du second trimestre 2023 pourraient prolonger la manne des hydrocarbures », lit-on dans ce document.

La Banque Mondiale a indiqué également dans son rapport que la Banque d'Algérie a réussi de stabiliser le dinar (DA) durant le premier semestre 2023. « Après que la Banque d'Algérie ait mis fin à quatorze années consécutives de dépréciation au S2-2022 pour limiter l'inflation importée, le dinar s'est stabilisé au S1-2023 », ajoute le rapport, en faisant savoir que la politique monétaire est restée inchangée depuis l'augmentation du taux de réserves obligatoires en avril 2023, et la croissance

de la masse monétaire a ralenti au T2-2023.

Le dinar se stabilise

Selon le rapport, au premier semestre 2023, « le taux de change du dinar s'est stabilisé par rapport aux principales devises, alors que la baisse des prix des hydrocarbures exerçait de nouvelles pressions sur les équilibres extérieurs de l'Algérie et, au T3-2023, il s'est déprécié de 0,7 % par rapport au dollar américain. »

La croissance du crédit au secteur privé est restée modeste, tandis que celle aux entreprises publiques s'est légèrement accélérée. Après une contraction en 2023, la balance du compte courant resterait positive en 2024 et 2025, les volumes exportés et importés se stabilisant. Pour la balance courante de l'Algérie, elle devrait rester « positive » en 2024 et en 2025, dans un contexte de « croissance limitée des exportations et des importations ».

Pour les risques auxquels est exposée l'économie algérienne, la Banque mondiale cite deux. Le premier est la « volatilité » des prix du pétrole qui rappelle « l'impératif » de diversification économique. Quant au second, il est lié aux « phénomènes naturels extrêmes dans la région et l'expérience de l'Algérie soulignent les risques qu'elles font peser sur la croissance et le développement ».

La Banque mondiale rappelle que l'Algérie est exposée aux risques climatiques, comme les inondations, les sécheresses et les séismes. Pour que l'économie soit plus résiliente, il est nécessaire de poursuivre les réformes visant à encourager l'investissement du secteur privé, la croissance et la diversification, recommande la BM, soulignant la nécessité d'améliorer durablement les équilibres macroéconomiques.

MODE DE FINANCEMENT PARTICIPATIF

Le cadre réglementaire publié au JO

Le cadre réglementaire régissant le mode de financement participatif (Crowdfunding), qui permet la collecte de fonds via des plateformes internet, a été publié au Journal officiel n° 68.

Il s'agit de l'arrêté du 4 septembre 2023 portant approbation du règlement de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) n° 23-01 du 12 avril 2023 fixant les conditions d'agrément, d'exercice et de contrôle des Conseillers en investissement participatif (CIP).

En effet, ce règlement intervient en application de la loi de finances complémentaire 2020 (article 45) instituant le statut de Conseiller en investissement participatif (CIP) qui a pour activité principale la création et la gestion, sur internet, de plateformes de conseil en investissement participatif et de placement de fonds du grand public, dans des projets d'investissement participatif. Le statut de CIP est conféré aux sociétés commerciales créées à cet effet, aux intermédiaires en opérations de bourse (IOB) agréés par la COSOB, ainsi que les sociétés de gestion de fonds d'investissement (SGFI).

Le CIP propose, à travers sa plateforme, des projets d'investissement participatif basés en Algérie, dont le montant total par projet ne doit pas dépasser 20 millions de DA pendant une période de 12 mois. Il doit sélectionner les participants via la réalisation d'un test d'adéquation permettant de définir leurs objectifs et leur connaissance des risques liés aux valeurs mobilières et aux produits financiers qui leur sont proposés. Il publie également toutes les informations pertinentes relatives aux projets d'investissement participatifs à financer, ainsi que celles relatives aux projets déjà financés, y compris les états financiers périodiques.

GRÂCE AUX MESURES DU GOUVERNEMENT

Le déficit de la CNR en net recul

Grâce aux mesures prises depuis 2020 par le gouvernement, le déficit budgétaire de la Caisse nationale de retraite est en net recul. Selon les derniers chiffres du ministre du travail, de l'Emploi et de la sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, le déficit passera de 420 milliards de DA à 380 milliards de DA d'ici fin 2023.

S'exprimant hier lors d'une rencontre avec les directeurs des agences locales de la Caisse Nationale de Retraite (CNR), au Centre familial de la Caisse Nationale d'assurances sociales de Ben Aknoun (Alger), le ministre a assuré que toutes les efforts seront déployés pour absorber définitivement ce déficit durant les prochaines années. Pour lui, le défi de l'équilibre financier de la CNR reste possible.

« Nous travaillons sur la réduction de ce déficit et d'en finir avec cette situation déficitaire dans les prochaines années », a-t-il souligné, en appelant à la mobilisation de toutes les énergies humaines et capacités financières du secteur, dans le cadre d'une vision globale et intégrée visant à atteindre les objectifs fixés. En effet, les efforts doivent être axés sur l'augmentation des recettes du CNR effectuée par la CNAS, en doublant d'efforts pour élargir l'assiette des cotisants et inciter les acteurs de la sphère informelle à adhérer à la sécurité sociale. Le ministre du travail compte sur une relance effective de l'investissement et de l'activité économique d'une manière générale pour l'élargissement de l'assiette des cotisants et également sur une modernisation de la gestion des différentes

Caisses. Pour les 7 premiers mois de 2023, le nombre d'entreprises affiliées à la CNAS est passé de 397 132 en 2022 à 407 033 en septembre 2023, soit la création de 10 000 nouvelles entreprises.

« Ces nouvelles créations d'entreprise et d'emploi ont contribué efficacement dans la réussite de l'opération d'intégration de 232 000 jeunes de pré-emploi dans des postes permanent », avait souligné le ministre lors d'une rencontre la situation de l'emploi.

En somme, « ces indicateurs ont un impact positif sur le renforcement de la solidité des équilibres financiers de notre système de sécurité sociale et également sur le développement économique en constante évolution », avait-il affirmé.

Le ministre a, par ailleurs, affirmé que son secteur œuvre à lutter contre la bu-

reaucratie et s'efforce de contribuer au développement de l'environnement numérique national en mettant en service 102 espaces électroniques liés au traitement du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale.

Concernant la CNR, Bentaleb a rappelé que cette Caisse a pris l'initiative de lancer 12 plates-formes numériques et une application permettant aux retraités comprendre le processus de retraite et le suivi de leur pension. Dans cet ordre d'idées, le ministre a mis en avant la volonté de l'État d'offrir une prise en charge optimale des retraités et des ayants droit, en reconnaissance de leurs grandes contributions à l'édification des institutions, à l'éducation des générations et au développement de l'économie nationale.

LES INVESTISSEURS
CRAIGNENT
L'ESCALADE AU
MOYEN-ORIENT

Le pétrole
rebondit

Les cours du pétrole rebondissaient vendredi après des frappes américaines en Syrie sur des cibles liées à l'Iran, faisant craindre une escalade des tensions géopolitiques au Moyen-Orient qui pourrait conduire à des perturbations de l'approvisionnement.

Vers 10H45 GMT (12H45 à Paris), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre prenait 2,13%, à 89,80 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison le même mois, gagnait 2,15% à 85,00 dollars.

Les cours des deux références mondiales du brut sont en hausse «en raison des frappes aériennes américaines en Syrie qui ont accru les tensions au Moyen-Orient» et des avertissements de l'Iran aux Etats-Unis, expliquent les analystes de DNB.

Le ministre américain de la Défense, Lloyd Austin, a annoncé que les Etats-Unis avaient mené des frappes jeudi contre deux installations utilisées par les Gardiens de la révolution iraniens et des «groupes affiliés» dans l'est de la Syrie.

Les investisseurs redoutent un embrasement dans la région, alors que l'Iran, puissant soutien du Hamas, a lancé plusieurs avertissements aux Etats-Unis, allié d'Israël.

Jeudi, devant les Nations unies, le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian, a déclaré que l'Iran ne souhaitait pas l'extension du conflit. «Mais je préviens que si le génocide à Gaza se poursuit, ils ne seront pas épargnés par ce feu», a-t-il ajouté, s'adressant aux Etats-Unis.

L'attention du marché pétrolier «se porte particulièrement sur l'Iran, qui pourrait décider d'intervenir dans le conflit», explique Barbara Lambrecht, analyste chez Commerzbank.

«Le pays a augmenté sa production quotidienne de pétrole d'environ 500.000 barils au premier semestre», poursuit-elle. «Ainsi, l'Iran représente à nouveau 10% de la production de l'Opep», l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

Cet afflux d'or noir s'est révélé déterminant pour contenir les prix dans un contexte d'offretendue après les réductions de production et d'exportations de certains membres de l'Opep et leurs alliés. Les investisseurs redoutent ainsi un nouveau resserrement de l'offre en cas d'implication de Téhéran dans la guerre entre Israël et le Hamas.

PLF 2024

Les mesures décidées par le Président sont rassurantes

Les mesures décidées par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres mercredi, sont rassurantes et pour les consommateurs et pour les entreprises, ont souligné jeudi des experts en économie.

Synthèse R E.

Sollicités par l'APS, ces experts sont unanimes à souligner la pertinence et l'impact positif attendu de ces décisions prises lors de la réunion du conseil des ministres consacrée exclusivement à l'examen et à l'adoption du projet de loi de Finances 2024, assurant qu'elles vont soutenir directement les prix, le pouvoir d'achat et la production locale.

"La suppression de la taxe de l'activité professionnelle (TAP), va impacter la trésorerie de l'entreprise, et la réduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour les produits alimentaires importés et la production avicole va pouvoir protéger le pouvoir d'achat du consommateur et soutenir les entreprises, sachant que les prix de certains produits de large consommation ont été touchés fortement par l'inflation", a relevé l'économiste Kamel Kheffache, ajoutant que "la réduction de la TVA, qui va jusqu'à 19%, à un taux aménagé, aura un effet direct sur les prix".

S'agissant de l'annulation de la TAP, cette mesure concerne en premier lieu les entreprises, a-t-il mentionné tout en estimant qu'elle répondait à "leurs attentes et devrait être ressentie dans leurs trésoreries".

"Il est clair, l'Etat a décidé d'agir à travers ces mesures pour cibler les deux principaux acteurs de l'activité économique, qui sont l'entreprise et le consommateur final", a fait observer M. Kheffache.

Au sujet de l'instruction du Président de la République sur l'amélioration du rendement fiscal par l'accélération et la généralisation du système de numérisation, cet

expert a souligné la nécessité de mettre en œuvre cette instruction, pour permettre aux entreprises d'effectuer la déclaration fiscale en ligne de manière à aider l'administration fiscale à avoir des informations précises sur le niveau des recouvrements.

"Parallèlement, il faudrait aussi faire des efforts pour intégrer le secteur informel dans le système fiscal, en intensifiant les contrôles et les actions de sensibilisation", a-t-il également recommandé.

En ce qui concerne la construction de 250.000 nouveaux logements sociaux et ruraux, annoncée à l'occasion de cette réunion, M. Kheffache a affirmé que ce projet se veut "une réponse à la demande exprimée par les citoyens", soutenant que ces chantiers vont profiter notamment aux entreprises locales et devront contribuer à la création d'emploi.

Dans le même esprit, l'expert en économie, Farid Benyahia a estimé, pour sa part, que les décisions du Conseil des ministres portant sur la l'annulation et l'allègement des taxes sont à la fois "importantes et rassurantes" et qu'elles vont aider à faire baisser les prix de produits de large consommation, surtout ceux importés.

Cet expert a cependant préconisé d'accompagner ces mesures par "un contrôle de l'Etat de manière à les répercuter sur les prix" et de veiller également à améliorer le pouvoir d'achat par la valorisation de la monnaie nationale.

Ces mesures rapides, qui vont permettre d'atténuer la cherté de la vie et d'alléger la situation des entreprises, devraient contribuer à l'Algérie d'être une puissance économique notamment au niveau africain, a-t-il

ajouté. M. Benyahia a salué, par ailleurs, la décision de lancer des chantiers de construction de nouveaux logements, insistant toutefois sur la réalisation de cités dans le cadre d'un plan d'urbanisme intégré pour éviter le phénomène de l'innoculation des habitations.

Pour l'économiste Ishak Kherchi, la décision du président de la République relative à la suppression de la TAP, dans le cadre du PLF2024, "profitera au premier lieu à la catégorie des artisans, dont trois groupes distincts définis par les services du tourisme et de l'artisanat dans une nomenclature de 300 métiers".

Il s'agit notamment, a-t-il expliqué, des artisans exerçant une activité liée à l'alimentaire, notamment les artisans de la poterie, du verre, des métaux, du tissu et du cuir et qui compte un grand nombre d'artisans.

Le deuxième groupe concerne la production artisanale de certains matériaux, notamment du secteur minier, tels que les bijoutiers, les artisans de l'or et du bois ainsi que de l'ameublement, tandis que le troisième groupe englobe les activités de l'artisanat liées à l'installation, à l'entretien destiné aux différentes branches d'activité économique et aux particuliers, dans les domaines de la mécanique, de la décoration, des travaux de bâtiments et aux autres services d'habitats commerciaux et d'habillement.

La suppression de la TAP "profitera donc à un large groupe d'artisans ayant un revenu moyen et sera répercutée sur les prix des produits de l'artisanat et permettra de manière indirecte à lutter contre le marché informel", a-t-il encore soutenu.

RÉDUCTION DE LA TVA SUR LA PRODUCTION AVICOLE

Vers la baisse des prix et l'augmentation de la production

Par R. E.

Des professionnels de la production avicole ont affirmé, jeudi à Alger, que la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à réduire, au maximum, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur la production avicole, dans le cadre du projet de loi de finances 2024, contribuera à la baisse des prix et à l'augmentation de la production.

Dans une déclaration à l'APS, le président de la Fédération nationale des aviculteurs (FNA), Ali Benchaïba, a expliqué que la décision "permettra de réduire les prix du poulet et des œufs et encouragera les producteurs, car la demande augmentera".

Estimant que cette décision "permettra de réaliser la sécurité alimentaire", d'autant que le poulet et les œufs sont des produits de large consommation en Algérie, le même responsable a exprimé son vœu que cela englobera également les matières premières pour réduire les prix des fourrages.

"En tant que producteurs, nous saluons la décision judicieuse et encourageante du président de la République", a-t-il ajouté.

Pour sa part, le président de l'Association nationale des éleveurs de volaille (ANEV), Mourad Bellahcen, a salué "la décision judicieuse du président de la République, qui est une étape positive qui nous a beaucoup réjouis", soulignant que la réduction de la TVA contribuera à la baisse des prix.

Lors de la réunion du Conseil des ministres, tenue mercredi et consacrée à l'examen et au débat du projet de loi de finances (PLF 2024), le président de la République a ordonné "la réduction, "au maximum", de la TVA pour la production avicole et l'application de la même procédure aux denrées alimentaires importées de manière générale".

par ailleurs, le président de l'Association algérienne de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), Mustapha Zebdi, a salué la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de réduire, au

maximum, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur la production avicole et autres produits alimentaires importés, en ce qu'elle entraînera une baisse des prix sur les marchés et améliorera ainsi le pouvoir d'achat des citoyens.

Dans une déclaration à l'APS, M. Zebdi a affirmé que cette réduction permettra de "réduire le coût du produit final, ce qui se traduira par une baisse de son prix sur le marché au bénéfice du consommateur algérien".

Estimant que cette mesure "est de nature à améliorer rapidement le pouvoir d'achat des produits de base, compte tenu de la multiplicité de leurs intrants", M. Zebdi a souligné la nécessité d'un suivi sur le terrain par les autorités compétentes pour déterminer les prix réels de ces produits et empêcher les intermédiaires d'exploiter les marges.

Les associations de protection des consommateurs avaient demandé il y a deux ans une réduction de la TVA, a-t-il rappelé.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'université se prépare aux métiers d'avenir

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a affirmé que l'université se préparait aux métiers d'avenir, à travers l'adoption de nouvelles spécialités et la numérisation du secteur, comptant parmi les plus importants moyens de modernisation.

Synthèse S R.

Lors d'une séance plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, M. Baddari a souligné que «le secteur a entamé depuis une année le processus de numérisation qui a concerné ses différents services pédagogiques et administratifs de manière aux différentes catégories de se rapprocher de l'université sans avoir à ce déplacer, grâce au travail des ingénieurs», soulignant l'importance d'adopter les spécialités des métiers d'avenir pour poursuivre le processus.

«Le secteur a œuvré à introduire ces spécialités, à leur tête l'intelligence artificielle et la robotique pour préparer de futurs cadres», a-t-il soutenu. Et d'ajouter que tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés pour faire aboutir le principal plan de numérisation des œuvres universitaires, à commencer par la garantie de postes budgétaires pour le recrutement des diplômés en in-

formatique, les œuvres universitaires englobant 1.728 postes, répartis selon les grades à travers 66 directions des œuvres universitaires.

Concernant les demandes d'ouverture d'annexes ou d'établissements universitaires au niveau de certaines régions, le ministre a souligné que l'opération obéissait au cahier de charge, exigeant des affectations financières et des moyens pédagogiques, à condition que les universités proches ne recensent pas un nombre important de postes pédagogiques vacants et que le nombre de candidats soit considérable et que la situation socio-économique de la région soit favorable. M. Baddari a souligné, en outre, que son secteur misait sur «la qualité de la formation des ressources humaines qualifiées, afin de contribuer au développement local, et ce, à travers la création d'établissements éducatifs qui tiennent compte des potentialités de la région».

Concernant les appels à ouvrir de nouvelles spécialités dans certaines universi-

tés, le ministre a expliqué que cela commence par une demande de l'établissement concerné, après avoir rempli les conditions scientifiques nécessaires, tout en étant en adéquation avec la situation économique et sociale.

Compte tenu du fait que la plupart des appels à ouvrir de nouvelles spécialités ou à créer des établissements universitaires visent, à certains aspects, à rapprocher ces structures des étudiants, M. Baddari a fait savoir que «les étudiants orientés vers des universités éloignées de leur lieu de résidence bénéficient des services offerts par les résidences universitaires».

S'agissant de la fermeture de certaines résidences en vue de leur réhabilitation, le ministre a souligné que l'Office national des œuvres universitaires (ONOU) a mené une vaste campagne d'inspection de ces résidences avec les comités techniques des wilayas, en vue de leur réaménagement et de leur réhabilitation selon les nouvelles normes techniques.

COMMERCE

Généraliser les coopératives de collecte de la production

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a souligné, jeudi dans la commune de Meziraâ (60 km à l'Est de Biskra), la nécessité de généraliser les coopératives collectant la production afin d'accroître le volume des exportations du pays.

Le ministre qui inspectait, dans une exploitation agricole de statut privé, une coopérative de collecte et d'exportation de la production agricole, a indiqué que ce modèle de coopératives doit être généralisé, dans tous les domaines de la production, notamment celle des céréales, des légumes secs, des fruits et des légumes.

"Nous avons grand besoin de ce type de coopératives qui

sont à même d'éliminer les intermédiaires et de constituer un maillon important dans le domaine de l'exportation", a souligné M. Zitouni qui effectuait une visite d'inspection et de travail dans la wilaya de Biskra.

Le ministre a également indiqué que l'agriculteur "ne devrait pas être concerné par la commercialisation, mais se consacrer entièrement à sa tâche essentielle qui est celle de produire d'importantes quantités des différentes cultures".

Il a appartient, a-t-il ajouté, "aux coopératives de se charger de la collecte des produits et de leur préparation pour l'exportation en utilisant des équipements performants et de haute qualité pour l'emballage, le conditionnement,

puis l'acheminement des productions vers les marchés internationaux".

M. Zitouni a affirmé, dans le même contexte, qu'il n'était "pas possible de parler d'exportation en l'absence d'une dynamique économique et d'une production abondante qui couvre, d'abord, les besoins du marché national pour conquérir ensuite les marchés mondiaux".

Il a ajouté que tous les efforts étaient "actuellement concentrés sur le défi de l'augmentation du volume des exportations hors hydrocarbures, en particulier dans le secteur agricole".

Le ministre a également considéré que la "politique visant à promouvoir le produit national, agricole en particulier, nécessite l'intervention

de plusieurs secteurs, dont celui de l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, en vue de mener des recherches liées à la production de 'marques déposées made in Algeria' pour les céréales et les fruits, comme c'est le cas pour les dattes Deglet Nour".

La visite du ministre du Commerce et de la promotion des exportations devait se poursuivre dans la wilaya de Biskra avec l'inspection, à Tolga, d'une entreprise de statut privé spécialisée dans le conditionnement et l'exportation de dattes, ainsi que d'une usine de production de ciment, dans la commune de Djemora. Une rencontre est également prévue avec les opérateurs actifs dans la production et l'exportation de dattes

MODERNISATION DES SERVICES BANCAIRES

Réunion de coordination intersectorielle

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a coprésidé avec le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, une réunion de coordination intersectorielle regroupant le secteur bancaire, les entités en charge du paiement électronique et des structures du ministère des Finances, relative à la modernisation des services bancaires et le développement du paiement électronique, a indiqué vendredi un communiqué du ministère des Finances. Cette rencontre tenue jeudi, a réuni les acteurs clés du secteur fi-

nancier et des télécommunications afin de "discuter des axes d'amélioration de la coopération entre les deux départements pour un meilleur accompagnement des projets de modernisation des services bancaires et de développement du paiement électronique dans le pays", précise la même source.

Ont participé à cette réunion les directeurs généraux des banques publiques, les responsables du GIE Monétique et de la SATIM (Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique), de la SSB (Société des services

bancaires), ainsi que le délégué général de l'ABEF. Aussi, le directeur général d'Algérie Poste et le directeur général d'Algérie Télécom étaient, également, présents pour apporter leur expertise.

A l'ouverture de la réunion, les deux ministres ont chaleureusement salué cette initiative, lui conférant une portée stratégique et en soulignant l'importance capitale d'une coopération efficace entre les deux parties, compte tenu des interdépendances existant entre les deux secteurs, pour la réussite des divers programmes de modernisation et de nu-

mérisation des structures du ministère des finances et du secteur bancaire, est-il souligné.

Les ministres ont insisté sur «la nécessité de mettre à disposition de ces entités des infrastructures modernes reliées à un réseau commun», ce qui permettra, note-t-on «de soutenir les différents systèmes d'information innovants développés par les régies du ministère des finances, renforçant ainsi l'efficacité des opérations et favorisant l'innovation au service de l'administration publique».

R E.

UNIVERSITÉ D'ALGER 1

Présentation de 14 brevets d'invention et 14 projets de start-up en 2023

L'Université d'Alger 1 "Benyoucef Benkhedda" a présenté 14 brevets d'invention et plusieurs projets dont certains adoptés par des entreprises économiques, constituant ainsi une étape nouvelle dans le processus visant à ériger l'Université en partenaire au développement, a indiqué le recteur de cette Université, Fares Mokhtari.

Dans une déclaration à l'APS, M. Mokhtari a souligné que "l'Université d'Alger 1 a réussi à présenter 14 brevets d'invention dans différents domaines, 14 projets de start-up et 24 petites entreprises au cours de cette année, dont 9 brevets d'invention et nombre de projets présentés la semaine dernière lors de la journée d'études ayant réuni l'Université et 24 entreprises économiques qui s'est soldée par l'approbation de nombre de projets".

«Les efforts sont axés sur l'encouragement des enseignants et des étudiants à proposer des thèmes de doctorat et de master liés au volet socioéconomique, mais aussi de tout ce qui a trait au développement de l'esprit d'innovation et d'entrepreneuriat chez l'étudiant, ainsi que son potentiel et le soutenir dans ses projets», a soutenu M. Mokhtari.

Pour ce faire, un bureau de liaison entre l'Université et les entreprises économiques a été créé, actif via l'organisation des journées d'études au cours desquelles les étudiants présentent les projets innovants et mettent en avant leur importance et les solutions proposées.

Cela a permis récemment d'adopter plusieurs projets d'étudiants des cinq facultés de l'Université, eu égard au potentiel scientifique et technique dont jouit l'Université algérienne et qui est à même de répondre aux besoins des entreprises économiques.

L'Université œuvre, poursuit-il, à l'élargissement du dépôt de brevets d'invention, via l'incubateur des œuvres universitaires qui tente d'intensifier les formations au profit des porteurs de projets, qui seront par la suite soumis à des commissions spécialisées. Ces démarches permettront de relancer la dynamique de la recherche et de proposer des solutions scientifiques aux problèmes auxquels font face les entreprises.

CHLEF/PÊCHE
Signature de deux conventions de coopération dans le domaine de la formation et de la recherche scientifiques

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, a présidé, jeudi à la commune d'El Mersa dans la wilaya de Chlef, la cérémonie de signature de deux conventions de coopération dans le domaine de la formation et de la recherche scientifiques entre le secteur de la pêche et l'université "Hassiba Ben Bouali" ainsi que le Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA). La cérémonie de signature des deux conventions s'est déroulée à l'Ecole de formation technique de la pêche et de l'aquaculture d'El-Mersa, en marge de l'ouverture officielle de l'année pédagogique des instituts et établissements de formation relevant du ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, sous la présidence du ministre du secteur qui effectue une visite de travail dans la wilaya. La première convention, conclue entre le CNRDPA, l'Ecole de formation technique de la pêche et de l'aquaculture d'El Mersa et l'université "Hassiba Ben Bouali", vise à développer la coopération et l'échange de connaissances dans les domaines de la formation et de la recherche scientifique. La deuxième convention, conclue entre le CNRDPA et le port de Ténès, vise à réserver un quai d'accostage au bateau de recherche scientifique "Grine Belkacem". Dans la même école, baptisée du nom du chahid "Bouksiba Ben-nouna", le ministre a donné le coup d'envoi de l'année pédagogique des instituts et établissements de formation relevant du secteur, qui formeront et qualifieront 9.108 stagiaires dans les différentes professions de la pêche et de l'aquaculture proposées à la formation, dont 2.678 nouveaux inscrits dans les spécialités de conduite de navires, activité de pêche, maintenance des moteurs, aquaculture et plongée professionnelle. Cette année, la formation est ouverte à 4.099 professionnels dans le cadre de la formation et de la qualification continue sur leur lieu de travail, et 2.001 inscrits dans le cadre de la formation sur demande dans le domaine de l'aquaculture et de la couture des filets. Le ministre a salué, à cette occasion, la diversité des spécialités, estimant que cela permettra de former une main-d'œuvre qualifiée qui contribuera au développement du secteur. Le ministre a également donné le coup d'envoi de la construction d'un nouveau navire de pêche en haute mer d'une longueur de 42 mètres, au niveau de l'atelier de construction et de réparation navale "Nautica Dz". A cette occasion, il a souligné la nécessité de renforcer la construction de ces navires localement et d'atteindre un taux élevé d'intégration locale, compte tenu de la forte demande pour ce type de navires et de l'orientation vers la pêche en haute mer. Au port de pêche de Ténès, le ministre a écouté les suggestions et les préoccupations des professionnels, avant de se rendre dans la commune de Béni Haoua (nord-est) où il a visité une ferme d'élevage de daurades royales et de loup de mer de la société "El Mokretar Aqua". Sur place, le ministre a inauguré une nouvelle unité de conditionnement de poissons appartenant à la même société.

ORAN
La nouvelle station de dessalement de l'eau couvrira les besoins de 5 wilayas

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé, jeudi que la station de dessalement de l'eau de mer en cours de réalisation à Cap Blanc (Oran), contribuera à l'amélioration de l'approvisionnement des habitants de la wilaya et de quatre autres wilayas de l'Ouest du pays.

M. Arkab a précisé, lors d'une séance plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, présidée par Cheikh Bouchikhi, vice-président de l'APN, en présence de plusieurs membres du gouvernement, que le projet, d'une capacité de production de 300.000 m3 par jour, s'ajoutera aux stations d'El-Mactaâ (500.000 m3 par jour) et Kahrama (90.000 m3 par jour) afin de renforcer la couverture des besoins de l'Ouest du pays en cette ressource vitale. Répondant à deux questions des députés Wahid Alsaid Cheikh (indépendant) et Mohamed Menaouar Bencherif (Front El Moustakbal), il a fait savoir que cette nouvelle unité, dont la construction a



commencé en 2022, assurera l'approvisionnement et renforcera l'alimentation des citoyens en eau potable dans les wilayas d'Oran, Mascara, Relizane, Aïn Témouchent et Tiaret. M. Arkab a expliqué que la station d'El-Mactaâ, qui fonctionne actuellement à 80 % de

sa capacité réelle, fait l'objet de travaux de réhabilitation lancés par la Sonatrach, ce qui permettra de retrouver ses capacités complètes, d'ici l'année prochaine. Selon le ministre, les travaux de construction de la station de Cap Blanc ont enregistré un avancement de 24 %, "soit

conformément à ce qui est prévu", tandis que l'installation sera livrée à la fin de 2024.

La construction de cette station s'inscrit "dans le cadre des instructions du Président de la République portant sur le choix de cinq wilayas prioritaires, en vue de créer cinq stations de dessalement d'eau de mer d'une capacité de 300.000 m3 par jour chacune", a rappelé le ministre. Il s'agit des stations d'Alger Ouest (Fouka), d'El Tarf, de Boumerdes, de Béjaïa et d'Oran (Cap Blanc). "En attendant la réception de ces stations à la fin 2024 comme tracé par le Gouvernement, des taux de progrès distincts y sont enregistrés".

SÉTIF
Un "maillon fort" du développement du tourisme

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a affirmé, vendredi à Sétif, que cette wilaya, pionnière dans le domaine du tourisme, constitue un "maillon fort" dans le développement du tourisme. Après avoir entamé sa visite de deux jours par l'inauguration de l'hôtel "Bayazid", un établissement 4 étoiles réalisé par un investisseur privé, M. Didouche a souligné que le potentiel de la wilaya de Sétif en fait un "maillon fort" dans le renforcement du développement touristique, en général. Le ministre a ajouté que les structures hôtelières réalisées, ou en projet, à Sétif, à savoir 90 hôtels en activité d'une capacité de 7.000 lits et 45 projets hôteliers en cours, "renforcent notre optimisme devant les perspectives prometteuses qui s'offrent à nous". Des structures, a-t-il soutenu, qui "renforceront le parc hôtelier local et national, généreront des emplois et créeront une saine concurrence et de la compétitivité, ce qui contribuera à stimuler le développement économique". Le ministre a souligné que le choix de la wi-

laya de Sétif pour accueillir, samedi (demain) un forum international dédié au tourisme thermal, "procède de la volonté de promouvoir ce produit touristique et les atouts de la wilaya dans ce domaine, et d'aider les opérateurs souhaitant investir dans le tourisme thermal". Il a ajouté que son département ministériel a décidé d'inviter à cette rencontre des spécialistes de plusieurs pays tels que la Hongrie, la Jordanie, l'Arabie saoudite et l'Egypte, en raison de leur expérience dans la gestion des installations thermales, de sorte à bénéficier de leur expertise dans ce domaine. Il s'agira également, selon M. Didouche, de présenter les opportunités d'investissement disponibles et de formuler des recommandations qui permettront de promouvoir davantage ce produit. Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat a aussi assuré que le foncier voué à l'investissement touristique était "disponible", avant de rappeler, à ce propos, que le secteur du tourisme "dispose d'un parc composé de 249 zones d'expansion touristique (ZET), dont

l'aménagement de la moitié est approuvé, et qui sont accessibles à tout opérateur souhaitant investir dans des projets touristiques, les portes étant ouvertes à tous les investisseurs, qu'ils soient nationaux ou étrangers". M. Didouche devait poursuivre, vendredi après-midi, sa visite dans la wilaya de Sétif en inspectant plusieurs entreprises et projets relevant de son secteur, en posant, notamment, la première pierre de la station thermale "En-Nassim", dans la commune de Hammam Sokhna, et en présidant l'ouverture, au centre commercial Park Mall, d'un salon national du tourisme thermal regroupant 30 exposants de différentes wilayas du pays. Samedi, il présidera, toujours au Park Mall, l'ouverture d'un Forum international du tourisme thermal qui réunira des experts et des chercheurs d'Algérie et de l'étranger. Le but est de promouvoir ce type de tourisme, l'Algérie en général et Sétif en particulier regorgeant de thermes, et de faire état des atouts du pays afin d'attirer des touristes et des investisseurs dans ce domaine.

CONSTANTINE
Ouverture du salon international Agrest-Expo

La deuxième édition du salon international de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'emballage de l'Est (Agrest-Expo) s'est ouverte jeudi à la salle Ahmed Bey à Constantine avec la participation de 157 exposants algériens et étrangers. L'exposition a été inaugurée par le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda qui a visité les divers stands présentant des produits agricoles crus, transformés ou

emballés, des produits chimiques à usage agricole, des équipements et du matériel industriel dont une partie est exportée vers des pays africains. Dans une déclaration à la presse, M. Sayouda a souligné que beaucoup de produits qui étaient importés sont désormais fabriqués localement par de jeunes compétences et entreprises nationales, estimant qu'Agrest-Expo est une opportunité de rencontre et de

complémentarité entre agriculteurs et industriels et de présentation des dispositifs publics de soutien et des offres des institutions bancaires et compagnies d'assurance. Selon son commissaire, le salon qui se poursuivra jusqu'à dimanche prochain regroupe des sociétés nationales publiques et privées, 40 représentants de marques étrangères de plusieurs pays dont la Chine, la Turquie et

l'Italie et s'inscrit dans la démarche vers la sécurité alimentaire du pays. Le nombre d'exposants a enregistré un accroissement de 25% comparativement à la première édition de la manifestation, selon les organisateurs pour qui cela traduit l'ambition croissante des investisseurs et l'amélioration du climat des affaires à la faveur des nouvelles incitations accordées par l'Etat.

La vérité sur la croissance chinoise

Dans un entretien aux « Echos », Frédéric Nouel, senior partner du cabinet d'avocats Gide, fait le point sur les grands changements qui révolutionnent sa profession : justice négociée, réglementations sur les questions durables, intelligence artificielle.

Par Jean-Marc Vittori (*)

Le boom de l'activité en Chine depuis quarante ans n'avait rien d'exceptionnel. Et deux menaces bien réelles menacent les progrès des années à venir.

Une fois encore, la Chine devrait atteindre son objectif. Sa croissance tournera cette année autour de 5 %. Mais la mécanique qui a permis des progrès impressionnants depuis près d'un demi-siècle risque de s'affaiblir irrémédiablement. Au point de menacer la perspective tracée par le président Xi Jinping d'une Chine devenue première puissance mondiale en 2049.

Cet affaiblissement pèsera sur la croissance mondiale. Quand le PIB chinois progresse de 5 %, celui du monde gagne 1 %. Un effet d'entraînement cinq fois plus grand que celui de l'Inde, pourtant davantage peuplée.

De 2 à 29 % du niveau américain

L'empire du Milieu a réalisé une incroyable performance. Pendant les quarante ans qui ont précédé l'épidémie de Covid-19, sa croissance a été de 9,4 % par an, selon le FMI. Le chiffre des Penn World Tables, une base de données de référence tenue par des chercheurs de l'université de Californie à Davis et de l'université de Groningue aux Pays-Bas, est sensiblement moins élevé (5,4 %) mais reste enviable. En 1980, le revenu par tête en Chine n'était que de 2 % du niveau des Etats-Unis (en le convertissant en dollars avec un taux de change « PPA » assurant la

parité de pouvoir d'achat des monnaies). Il est passé à 8 % en 2000 et atteint désormais 29 %.

Et si le PIB chinois ne s'élève dans les statistiques officielles qu'aux deux tiers du PIB américain, il l'a en réalité dépassé depuis 2015 si on le convertit non au taux de change du marché, mais au taux PPA.

Leader économique du monde

La Chine a certes ses petits problèmes, comme tout un chacun. L'épidémie de Covid a cassé l'activité, les craquements de l'immobilier sont de plus en plus bruyants, les exportations sont minées par la guerre commerciale avec les Etats-Unis. Les doutes vont cependant bien au-delà. Chez les « China watchers », le débat est vif. Justin Yifu Lin, l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale, estime que son pays pourra retrouver une pente de croissance de 8 % l'an. Nicholas Lardy, le vétéran des observateurs étrangers de l'économie chinoise, croit qu'il est possible d'atteindre 6 ou 7 %. A ce rythme, le pays deviendrait sans nul doute le leader économique du monde dans les prochaines décennies.

Rien d'exceptionnel

Mais des travaux tempèrent cet optimisme. En donnant une image différente du passé, ils montrent que la performance chinoise n'a finalement rien eu d'exceptionnel. Sauf rupture forte (induite par l'intelligence artificielle ?), l'avenir ne devrait donc pas être très différent de ce qui s'est passé ailleurs. Trois économistes, Lee Ohanian (université de Californie à Los Angeles), Jesus Fernandez-Villaverde

(université de Pennsylvanie) et Wen Yao (université Tsinghua) ont comparé la Chine avec le Japon et les « dragons d'Asie » (Corée du Sud, Taïwan, Singapour et Hong Kong). Ils ont pris le même point de départ : le moment où chaque pays a franchi les 3.000 dollars de PIB par tête.

Le résultat est frappant. « La Chine a eu exactement la même performance que ces économies asiatiques quand elles en étaient au même stade de développement. » L'exception chinoise, ce n'est pas sa croissance, mais sa taille. Les trois chercheurs ont ensuite bâti un modèle simple pour décrire le mécanisme de rattrapage des Etats-Unis par les pays d'Asie. Ce modèle calque parfaitement la tendance, confirmant qu'il est plus facile pour une économie d'avoir une croissance rapide quand elle est au début de son développement. Les économistes ont alors employé leur modèle pour prévoir la suite. Par tête, le PIB chinois atteindrait 41 % du PIB américain en 2050 et plafonnerait ensuite un peu au-dessus.

Encore plus marquant : comme la population chinoise va diminuer de plus de 1 % par an, la croissance totale serait plus rapide aux Etats-Unis à partir de 2043. Même mesuré à taux de change PPA, le PIB américain finirait donc par redépasser celui de la Chine. Population active en baisse Le ralentissement du royaume de Xi Jinping risque d'être amplifié par deux fragilités majeures, propres au pays. D'abord la démographie. Le calcul d'Ohanian, Fernandez-Villaverde et Yao repose sur la prévision des Nations unies d'un taux de fécondité remonté à 1,48 enfant alors qu'il est aujourd'hui de 1,08 enfant

par femme.

L'hypothèse semble audacieuse. Dans une note publiée l'an dernier par le Lowy Institute, un think tank australien, Roland Rajah et Alyssa Leng ajoutaient que la population active de la Chine va baisser de 0,8 % par an dans les décennies à venir. Quand la Corée du Sud et Taïwan étaient au même stade de développement, le nombre d'actifs croissait au contraire de plus de 1,4 % par an. La politique de l'enfant unique a sapé les perspectives de croissance. 49 mètres carrés de logement La seconde faiblesse est le surinvestissement dans l'immobilier.

Kenneth Rogoff, de l'université Harvard, vient de publier avec Yuanchen Yang, du FMI, une note édifiante sur le sujet. L'immobilier et les travaux publics font le tiers du PIB, contre moins du quart dans les pays avancés. Un Chinois a en moyenne 49 mètres carrés de logement, davantage qu'en France ou au Royaume-Uni. Le pays compte plus de kilomètres de lignes de TGV que tous les autres pays réunis. Depuis la crise financière de 2008, l'investissement dans le BTP a pris le relais des exportations comme moteur de la croissance. Cet effort colossal s'est traduit par des emprunts massifs. En quinze ans, l'endettement total de la Chine a doublé (rapporté au PIB) et le rendement de ces investissements est devenu médiocre. La Chine va devoir trouver un autre moteur de croissance.

(*) **éditorialiste aux « Echos »**

Source : Les Echos

La Fed est allée trop loin

L'année 2023 aurait dû être l'année de l'atterrissage brutal ou de l'atterrissage en douceur. Elle est en passe de devenir celle du non-atterrissage tout court. D'une certaine manière, on peut dire que Jerome Powell a réussi son pari de pouvoir mener une politique monétaire restrictive pour lutter contre l'inflation sans provoquer de contraction de l'activité, du moins pour le moment.

Par Christophe Boucher (*)

La robustesse de l'économie mondiale en 2023 est le résultat de plusieurs facteurs temporaires qui ont commencé à s'estomper : les largesses budgétaires, l'excès d'épargne, la reprise de la consommation des services et la croissance positive des salaires réels. Surtout, le plein impact des hausses de taux d'intérêt opérées jusqu'à présent par les banques centrales sur l'activité reste encore à venir. En effet, malgré le programme de hausse des taux le plus agressif depuis quarante ans, la Fed est toujours confrontée à un marché de l'emploi en plein essor.

De nombreuses études montrent qu'il faut en moyenne entre dix-huit mois et deux ans pour qu'une politique monétaire plus restrictive ait un effet concret sur l'inflation et l'activité. Ce délai peut en outre varier de manière imprévisible d'un épisode à l'autre. Une observation initialement réalisée par Milton Friedman au début des années 1960, il concluait alors à l'impossibilité d'un

réglage fin de la politique monétaire. Les prix des actifs, tels que les cours des actions, réagissent généralement quasi instantanément aux changements de politique monétaire. Les prix et l'activité économique ont des réactions plus lentes et plus variables : de nombreuses transactions économiques impliquent des prix et des quantités convenus des mois à l'avance dans des contrats. Après la crise du Covid, trois phénomènes ont potentiellement ralenti les canaux de transmission de la politique monétaire : l'excès d'épargne des ménages, l'essor du financement des entreprises pendant le Covid et les marges bénéficiaires élevées. Ces amortisseurs sont en train de s'éroder.

Aux Etats-Unis, on estime que cet excès d'épargne aura disparu d'ici à la fin de l'année alors que la croissance des salaires réels est de nouveau sous pression avec les prix élevés de l'énergie. Les calculs de Bloomberg montrent que les 80 % des plus pauvres disposent aujourd'hui de moins d'argent liquide qu'avant la crise du Covid-19. Seuls les 20 % de personnes aux revenus les plus élevés continuent à disposer d'une

épargne excédentaire aux Etats-Unis. Certes ces hauts revenus représentent 30 à 40 % de la consommation américaine, mais cet excès de liquidités s'estompe rapidement. En outre, en 2022, relativement peu d'entreprises ont eu besoin de se refinancer, car nombre d'entre elles ont utilisé l'argent bon marché offert au début de la pandémie. Enfin, grâce à des marges bénéficiaires historiquement élevées jusqu'au début de l'année 2023, les entreprises ont pu absorber la hausse du coût de la dette. Mais ces marges ont commencé à se retourner depuis quelques trimestres. Pour conserver une certaine crédibilité, les banques centrales ont adopté une rhétorique faisant de la lutte contre l'inflation une priorité, alors qu'une composante importante de l'inflation est liée à des chocs temporaires sur les chaînes d'approvisionnement à cause de la pandémie et des chocs sur l'énergie. Lorsque les pays sont frappés par de tels chocs, les banques centrales sont confrontées au dilemme suivant : soit passer outre ces chocs soit réagir à ces chocs pour s'assurer que les anticipations d'inflation restent ancrées. En effet, les économistes et les

responsables de la politique économique estiment que les anticipations des ménages et des entreprises en matière d'inflation sont un facteur déterminant de l'inflation observée. Récemment, le président de la Fed de New York, John Williams, a déclaré : « L'ancrage des anticipations à long terme est essentiel pour éviter qu'une inflation élevée ne s'installe dans la psychologie des consommateurs et des entreprises, ce qui, comme nous l'avons appris par le passé, est coûteux à éliminer. » Cependant, une analyse de la littérature théorique, réalisée en 2021 par l'économiste Jeremy Rudd, suggère que cette croyance repose sur des fondations extrêmement fragiles. Malheureusement, il faudra peut-être que la Fed (ou la BCE) soit confrontée à une forte récession pour se rendre compte qu'il peut être dangereux de trop se concentrer sur les anticipations d'inflation.

(*)Professeur à l'université Paris-Nanterre et directeur des investissements chez ABN AMRO Investment Solutions.

Les Echos

QATAR

L'État participe au 4ème Forum de la Route de la Soie en Géorgie

L'État de Qatar a participé au 4ème Forum de la Route de la Soie de Tbilissi (Tbilisi Silk Road Forum), qui a débuté aujourd'hui dans la capitale géorgienne, Tbilisi, en présence de près de 2000 participants, dont des chefs de gouvernement, des ministres, des diplomates et des représentants d'organisations internationales, d'institutions financières et commerciales. La délégation de Qatar a été présidée par Son Excellence le ministre des Transports, Mr Jassim bin Saif Al Sulaiti. Le Forum qui se déroule en deux jours se concentre sur plusieurs sujets clés liés aux chaînes d'approvisionnement, à la connectivité des services logistiques et aux investissements dans les infrastructures de transport terrestres, maritimes et aériennes à l'échelle mondiale.

Par ailleurs, Son Excellence le ministre des Transports et Son Excellence le Vice-premier ministre et ministre de l'Économie et du Développement durable de Géorgie, Mr Levan Davitashvili, ont signé un protocole d'accord sur la reconnaissance mutuelle des certificats de marins pour les navigateurs entre le Gouvernement de Qatar et le Gouvernement de la Géorgie.

Ledit protocole s'inscrit dans le cadre de l'application des termes de la Convention internationale sur les normes de formation des marins et de délivrance des brevets et de veille (STCW). Le cadre du protocole englobe les certificats des marins pour les voyages illimités et les voyages à proximité du littoral, accordant la liberté de passage aux marins travaillant à bord de navires commerciaux.

BUDGET 2024 EN TUNISIE

Les subventions pour les carburants et à l'électricité devraient augmenter

La Tunisie fait face à des défis importants liés à sa dépendance aux importations de carburants pour satisfaire près de 50% de ses besoins énergétiques.

Cette dépendance est exacerbée par les contreperformances de la Société tunisienne des industries de raffinage (STIR). Cela soulève des questions sur la durabilité de cette situation et ses implications pour l'économie nationale.

Impact des subventions sur le budget et l'économie

Selon les dernières informations publiées, le portefeuille destiné aux subventions des carburants et de l'électricité en Tunisie devrait sensiblement augmenter, selon les prévisions budgétaires de l'État tunisien. En effet, le projet de budget pour l'année 2024 prévoit des investissements d'environ 7,08 milliards de dinars, dont près de 4,01 milliards de dinars seront alloués à la Société tunisienne de l'Électricité et du Gaz (STEG), le reste étant destiné à la STIR. En comparaison, pour l'année en cours, la Tunisie avait prévu de dépenser environ 7,03 milliards de dinars pour couvrir les subventions énergétiques. Ces chiffres mettent en évidence l'importance cruciale des subventions dans le budget national, qui affiche déjà un déficit conséquent.

Les dépenses énergétiques ont imposé un fardeau significatif sur l'économie tunisienne, représentant 5,3% du PIB en 2022, puis 4,4% du PIB en 2023. Les autorités attribuent en partie ces variations aux fluctuations du taux de change et des cours du pétrole sur les marchés internationaux. Cette volatilité des prix du pétrole peut potentiellement mettre en péril la stabilité économique du pays, étant donné la forte



dépendance de la Tunisie vis-à-vis des importations de produits pétroliers.

Transition énergétique en retard

La Tunisie est confrontée à un défi majeur en raison de sa dépendance aux importations de carburants, ce qui génère des pressions budgétaires significatives. Toutefois, la transition énergétique du pays accuse un certain retard. Il est essentiel de noter que la Tunisie possède un potentiel considérable en matière d'énergies renouvelables, notamment solaires et éoliennes, qui reste largement sous-exploité. Pour accélérer cette transition, des politiques énergétiques

plus ambitieuses, des investissements dans l'infrastructure, une sensibilisation accrue, des incitations fiscales et une réduction des émissions de gaz à effet de serre sont impératifs.

La mise en œuvre de ces mesures non seulement réduirait la dépendance aux combustibles fossiles et renforcerait la sécurité énergétique du pays, mais créerait également des opportunités économiques locales et contribuerait à la lutte contre le changement climatique. La Tunisie doit s'efforcer de tirer parti de son potentiel en énergies renouvelables pour assurer un avenir énergétique plus durable et résilient.

MAURITANIE

L'Etat investira 233 millions USD pour construire une nouvelle université

L'université de Nouakchott en Mauritanie accu

ille aujourd'hui près du double de ses capacités en étudiants. Pour la décongestionner, le pays compte densifier les offres de formation.

La Mauritanie aura bientôt une nouvelle université. Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Réhabilitation des territoires, Sid Ahmed Ould Mohamed (photo), a déclaré que son département travaillait à la construction de l'infra-

structure dans un délai record de 12 mois.

Le membre du gouvernement s'exprimait dans une interview qu'il a accordée à la chaîne Al Mauritania le lundi 23 octobre. Si le ministre n'a pas été explicite sur l'état d'avancement des travaux, il a cependant indiqué que l'institution sera construite sur les derniers modèles urbains des institutions universitaires, et comprendra 17 auditoriums, avec une capacité de 800 étudiants par auditorium. Des infrastructures dont le coût global

s'élève à 9 milliards d'ouguiya (233 millions USD) financés par le Trésor public.

Cette nouvelle université aura pour but de décongestionner l'université moderne de Nouakchott, la principale du pays dont le nombre d'étudiants actuel surpasse de loin les capacités d'accueil. Construite pour accueillir 14 000 étudiants, elle en compte aujourd'hui 22 000. La construction de cette université a été engagée dans le cadre d'un plus grand projet qui comprend également la restauration de l'Insti-

tut supérieur de comptabilité et d'administration des affaires, de l'Institut universitaire professionnel et l'agrandissement de l'Institut supérieur d'enseignement technologique de Rosso.

Des réalisations dont l'ambition est de densifier l'offre de formation et de renforcer le système d'enseignement supérieur dans le pays. Rappelons qu'en 2024 les Emirats arabes unis lanceront la construction d'une université des sciences en Mauritanie.

EGYPTE

Le chinois Xinxing Cathay International investira 1,08 milliard \$ dans une usine de tuyaux en fonte et une aciérie

Les deux usines devraient produire des tuyaux en fonte, des bobines et des tôles en acier laminé à chaud destinés essentiellement à l'exportation.

Le groupe sidérurgique chinois Xinxing Cathay International prévoit d'investir 1,08 milliard de dollars dans la construction de deux usines en Egypte, a annoncé le gouvernement égyptien dans un communiqué publié mercredi 25 octobre. Les deux usines seront implantées dans la zone économique du canal de Suez (SCZone), selon ce même communiqué rendu public à l'issue d'une rencontre tenue au Caire entre le Premier ministre égyptien, Mostafa Madbouly, et le direc-

teur général du groupe chinois, Jia Shirui. La première usine, qui nécessitera un investissement de 147 millions de dollars, sera spécialisée dans la fabrication de tuyaux en fonte avec une capacité de production annuelle de 250 000 unités.

Près de 80 % de ses produits seront exportés, le reste étant destiné au marché local. Xinxing Cathay International devrait également investir 930 millions de dollars dans la construction d'une aciérie ayant capacité de production annuelle de 700 000 tonnes de bobines et de 300 000 tonnes de tôles en acier laminé à chaud. Environ 80 % des produits de cette aciérie devraient être exportés.

ETATS-UNIS/AFRIQUE

L'administration Biden plaide pour la révision du régime de préférences commerciales AGOA

La représentante adjointe des Etats-Unis pour le commerce extérieur chargée des affaires africaines estime que le programme AGOA n'a bénéficié jusqu'ici qu'à une poignée de pays de la région.

Les Etats-Unis devraient apporter des modifications au programme AGOA (African Growth and Opportunity Act), un régime de préférences commerciales accordé depuis l'an 2000 par Washington aux pays d'Afrique subsaharienne, afin d'améliorer son impact, a estimé la représentante adjointe des Etats-Unis pour le commerce extérieur chargée des affaires africaines, Constance Hamilton, jeudi 26 octobre. Lancé en mai 2000, le programme AGOA permet aux pays d'Afrique subsaharienne éligibles d'exporter plus de 1 700 produits vers les Etats-Unis sans payer des droits de douane. Chaque année, Washington actualise la liste des pays éligibles à l'AGOA en fonction notamment de leur attachement

à l'économie du marché, au respect de l'Etat de droit et aux politiques de lutte contre la pauvreté. Le dispositif prend aussi en considération les avancées ou les reculs démocratiques des pays concernés. Un rapport publié en avril par la Commission américaine du commerce international (USITC) a cependant souligné que le programme n'a eu des impacts positifs que sur une poignée de pays et un nombre très limité de secteurs d'activité économique dans la région. Ce rapport a notamment révélé que plus de 75% des exportations non pétrolières en franchise de droits vers les Etats-Unis dans le cadre du programme pour la période 2014-2021 provenaient de cinq pays seulement : Afrique du Sud,

Kenya, Lesotho, Madagascar et Ethiopie. « Nous devons faire mieux. Certains pays ont grandement bénéficié de l'AGOA, mais ce n'est pas le cas de la majorité d'entre eux », a déclaré Hamilton lors d'une conférence de presse précédant une réunion entre de hauts fonctionnaires américains et des ministres africains du Commerce, qui se tiendra la semaine prochaine en Afrique du Sud. « Le Bureau du représentant américain au commerce espère que le Congrès examinera des mesures pour rendre le programme plus efficace. Ne pas essayer de modifier le programme et de l'améliorer est une occasion perdue », a-t-elle ajouté dans plus de précision. Alors que le programme AGOA expirera en 2025, plu-

sieurs pays africains font pression pour une prolongation anticipée de 10 ans sans changement afin de rassurer les entreprises et les nouveaux investisseurs. La reconduction du régime de préférences commerciales est également soutenue par certains membres du Congrès américain, qui craignent que la révision du programme ne retarde ou ne fasse échouer son renouvellement. Fin septembre dernier, le sénateur américain John Neely Kennedy avait présenté à la Chambre haute du Congrès un projet de loi portant sur la prorogation de l'AGOA jusqu'en 2045, estimant que le programme « aidera beaucoup les Américains à contrer l'influence croissante de la Chine en Afrique subsaharienne ».

INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

L'UE s'allie à Finnfund pour investir plus de 1 milliard d'euros

La garantie de l'UE permettra à l'institution finlandaise de financer le développement de mobiliser des investissements privés pour accélérer la numérisation sur le continent africain. La Commission européenne a annoncé dans un récent communiqué la signature d'un accord de garantie avec Finnfund, l'institution finlandaise de financement du développement, en vue de mobiliser plus de 1 milliard d'euros d'investissements pour développer les infrastructures et les plateformes de services numériques en Afrique subsaharienne. L'accord prévoit l'octroi à Finnfund d'une garantie de 100 millions d'euros axée sur l'Afrique subsaharienne, avec un focus sur les pays les moins avancés et ceux en situation de fragilité. Cette

garantie sera fournie par le Fonds européen pour le développement durable Plus (EFSD+) informe la note. Baptisée « The Africa Connected guarantee programme », elle doit permettre de mobiliser des investissements durables sur le segment de la numérisation dans la région. « L'Union européenne (UE) et Finnfund partagent la même vision d'un avenir numérique plus connecté et économiquement plus autonome en Afrique subsaharienne. La garantie présentée aujourd'hui contribuera à mobiliser des investissements privés durables pour concrétiser cette vision », a déclaré la Commissaire européenne aux Partenariats internationaux, Jutta Urpilainen, citée dans le communiqué. « Le secteur des infrastructures et des solutions numériques est une priorité

pour Finnfund. Nous considérons que la numérisation comme un levier de développement est un élément essentiel pour atteindre les objectifs de développement durable » a renchéri le Directeur général de Finnfund, Jaakko Kangasniemi. Finnfund devient ainsi le premier partenaire de mise en œuvre du EFSD+, bras financier de l'initiative Global Gateway, le programme d'investissement sur les infrastructures dans les pays en développement lancé début 2022 par l'Union européenne et doté d'un budget global de 300 milliards d'euros. Spécialisé dans l'investissement d'impact, Finnfund a déjà investi 1,22 milliard d'euros dans les pays en développement, dont la moitié est allée à des pays africains.

SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE

L'Afrique du Sud obtient un prêt d'un milliard \$ auprès de la Banque mondiale

Le financement servira notamment à faciliter la scission de l'entreprise publique d'électricité Eskom en trois entités distinctes, à encourager l'investissement privé dans les énergies renouvelables et à renforcer les instruments de tarification du carbone. La Banque mondiale a annoncé, dans un communiqué publié mercredi 25 octobre, avoir accordé à l'Afrique du Sud un prêt d'un milliard de dollars destiné à soutenir le renforcement de la sécurité énergétique et la transition vers une économie sobre en carbone. Le financement aidera à « faciliter la restructuration du secteur de l'électricité par le biais de la séparation des activités de l'entreprise publique Eskom Hol-

dings », et à « faire progresser la transition énergétique en encourageant l'investissement privé dans les énergies renouvelables et en renforçant les instruments de tarification du carbone », a-t-on ajouté de même source. La scission d'Eskom Holdings en trois entités distinctes (production, transport et distribution) vise à rétablir la rentabilité de l'entreprise et à intégrer davantage de producteurs d'électricité privés dans le réseau. L'Afrique du Sud est en proie à une grave crise énergétique depuis 2008, en raison de l'incapacité d'Eskom à répondre à la demande, avec ses centrales à charbon vieillissantes et de nouvelles capacités de production inadéquates.

Cette crise s'est aggravée l'année dernière, avec des délestages programmés qui duraient parfois jusqu'à 12 heures par jour. Selon les données du ministère sud-africain de l'Energie, les coupures d'électricité coûtent plus de 50 millions de dollars par jour en perte de production. Les coupures d'électricité ont réduit la taille potentielle de l'économie sud-africaine d'environ 20 % depuis que la compagnie Eskom a commencé à procéder à des délestages par roulement en 2008 pour éviter un effondrement du réseau, d'après des estimations publiées en mars dernier par la Public Investment Corporation (PIC), le plus grand gestionnaire de fonds du pays.

CÔTE D'IVOIRE Des acteurs locaux du web signent la première charte nationale des réseaux sociaux

Depuis plusieurs semaines, les autorités ivoiriennes expriment leurs intentions de mieux réguler les réseaux sociaux. Un pas a été fait dans cette direction avec l'adoption, de commun accord avec plusieurs bloggeurs et influenceurs, de la première charte ivoirienne des réseaux sociaux. En Côte d'Ivoire, les autorités locales et un groupe d'influenceurs de bloggeurs et d'activistes du web ont adopté la première charte nationale des réseaux sociaux. La signature du document a eu lieu le 26 octobre 2023 à l'hôtel Tiamo à Abidjan lors d'une cérémonie organisée par la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA). « Cette nécessaire action de régulation se justifie par le fait que les réseaux sociaux suscitent des conflits entre différentes libertés et droits fondamentaux. La charte des réseaux sociaux est un appel à la responsabilité, à la transparence et à l'éthique, elle nous rappelle que vous avez un rôle essentiel à jouer dans la société en tant que voix influente. Elle vous engage à respecter l'intégrité de l'information que vous diffusez pour promouvoir des valeurs socio culturelles fortes », a déclaré René Bourgoïn, le président de la HACA en s'adressant aux acteurs du web présents. En rappelant que la charte s'applique à tous les utilisateurs des réseaux sociaux, il a demandé que tous les acteurs du web ivoirien s'en servent comme un outil de travail quotidien. Samba Koné, président de l'Autorité Nationale de la Presse (ANP), a demandé aux signataires du document d'en faire la promotion. « Vous êtes en train de signer un acte majeur dans le paysage numérique en Côte d'Ivoire », a-t-il félicité. L'une des contraintes de la charte met désormais les influenceurs et autres acteurs du web sur le même pied que les médias en termes de véracité des informations publiées. Désormais les bloggeurs et les influenceurs ivoiriens ont l'obligation des informations justes et sourcées.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine la semaine en ordre dispersé

La Bourse de New York a fini en ordre dispersé vendredi, au terme d'une semaine mouvementée lors de laquelle les investisseurs ont dû digérer des résultats mitigés et des données économiques qui font craindre que la Réserve fédérale (Fed) américaine ne maintienne sa politique monétaire en territoire restrictif.

L'indice Dow Jones a cédé -1,12%, ou 366,71 points, à 32 417,59 points. Le S&P-500, plus large, a perdu 19,86 points, soit -0,48%, à 4.117,37 points. Le Nasdaq Composite a avancé son côté de 47,41 points (0,38%) à 12 643,01 points. "Il est difficile de combattre la tendance du marché, et elle est en baisse", a dit Ross Mayfield, analyste chez Baird. "Les résultats ont été bons mais ils ne produisent pas le genre de catalyseur qui permettrait un retournement à la hausse." Les données publiées vendredi par le département américain du Commerce ont montré que les dépenses de consommations avaient augmenté en données ajustées de 0,7% le mois dernier, contre une progression de +0,4% en août.

"L'économie se porterait bien avec une inflation d'environ 3%", a indiqué Ross Mayfield. "Il s'agit de la dernière ligne droite pour atteindre l'objectif de la Fed. Cela dépend simplement de l'agressivité avec laquelle (la Fed) veut poursuivre un objectif de 2%. C'est la grande question." Les données n'ont guère changé les attentes du marché, qui prévoit que la Fed laissera son taux d'intérêt directeur inchangé lors de sa réunion de novembre. Près d'un tiers des entreprises du S&P-500 ont communiqué leurs résultats trimestriels cette semaine. Sur les 254 entreprises du S&P 500 ayant déjà publié leur chiffre d'affaires, 78% ont battu les attentes des analystes. Les analystes s'attendent désormais à une croissance annuelle globale des bénéfices du S&P de 4,3%, ce qui représente une

nette amélioration par rapport à la croissance de 1,6% observée au début du mois. "Les bénéfices des grandes entreprises technologiques ont été évalués à l'aune de la perfection, et la plupart du temps, ils ont été simplement 'bons'. Ce n'était pas suffisant", a indiqué Ross Mayfield. "Mais le tableau général est bon. Il pourrait s'agir des éléments constitutifs d'un rallye jusqu'à la fin de l'année." Aux valeurs, Amazon.com a bondi après avoir dit jeudi s'attendre à un bond de son chiffre d'affaires et de son bénéfice au quatrième trimestre.

Intel a également progressé après avoir dit anticiper un chiffre d'affaires sur la période octobre-décembre supérieur aux estimations de Wall Street. Chevron a de son côté reculé après avoir fait état d'un bénéfice trimestriel inférieur aux attentes. Ford a lui aussi terminé en baisse après avoir retiré jeudi sa prévision de chiffre d'affaires annuel dans l'attente de la signature d'un accord trouvé avec le principal syndicat américain des ouvriers du secteur automobile (UAW) pour mettre fin à un mouvement de grève inédit.

L'Europe termine en baisse, le moral des investisseurs reste dégradé

Les Bourses européennes ont terminé en baisse vendredi sous la pression de résultats décevants et dans un contexte attentiste, malgré des indicateurs encourageants publiés aux Etats-Unis. A Paris, le CAC 40 a reculé de 1,36% à 6.795,38 points, sous la pression de Sanofi, tandis que le Dax allemand cédait 0,3% et le Footsie britannique 0,86%. L'indice EuroStoxx 50 a terminé la séance sur une baisse de 0,87%, contre 0,87% pour le FTSEurofirst 300 et 0,84% pour le Stoxx 600. La saison des résultats se poursuit en Europe, et les chiffres publiés jusqu'ici ont été mitigés: le secteur bancaire a déçu, jeudi, avant que Sanofi et NatWest n'ajoutent à la pression sur les indices européens vendredi. Plusieurs banques centrales, dont la Banque du Japon, la Banque d'Angleterre et la Réserve fédérale prendront des décisions sur leurs taux la semaine prochaine, et les marchés seront attentifs au message envoyé par les grands argentiers. De fait, si les taux approchent de leur pic, les banques centrales pourraient avoir à les garder à un niveau restrictif plus longtemps que les marchés ne le prévoient pour ramener l'activité et l'inflation sous contrôle. A ce titre, l'inflation PCE et la confiance des consommateurs américains publiés vendredi ont été largement en ligne avec les estimations, rassurant les investisseurs, même si la consommation des ménages a surpris à la hausse. Les marchés demeurent par ailleurs prudents avant le week-end, durant lequel la situation géopolitique pourrait se dégrader, et l'appétit au risque est limité.

Valeurs
Sanofi a dégringolé de 18,93%, en queue du CAC 40 après avoir abandonné son objectif de marge opérationnelle pour 2025, dans le cadre d'un plan visant introduire en Bourse son activité "Santé Grand Public" et à augmenter les dépenses de recherche et développement. Air France-KLM a grignoté 0,35% après avoir touché un plus bas historique, le groupe ayant fait état d'un bénéfice record au troisième trimestre qui a cependant manqué de peu les attentes des analystes. Remy Cointreau a perdu 11,29% après avoir abaissé vendredi ses perspectives pour son exercice 2023-2024 en raison de la détérioration des conditions de marché, notamment aux Etats-Unis, qui a pesé sur son chiffre d'affaires au deuxième trimestre. Valeo a grimpé de 3,90%, les grèves du syndicat des ouvriers de l'automobile aux Etats-Unis (UAW) ayant eu un impact négligeable sur les perspectives et les résultats du troisième trimestre de l'équipementier automobile français. Ubisoft a avancé de 4,78%, soutenu par un chiffre d'affaires supérieur aux attentes pour le deuxième trimestre et après que le groupe a maintenu ses perspectives pour l'année fiscale. NatWest a chuté de 11,57% après avoir revu à la baisse ses prévisions de bénéfice, le gendarme financier britannique enquêtant sur la manière dont la banque a géré la décision de fermer les comptes de l'ancien leader du parti du Brexit, Nigel Farage.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 26 Octobre 2023					
Valeur : 30 Octobre 2023					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		136.7116	136.7266
1	EUR	EURO		144.2307	144.2739
1	GBP	POUND STERLING		165.2903	165.3684
100	JPY	JAPANESE YEN		90.9047	90.9328
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6795	18.6818
1	CHF	SWISS FRANC		152.1723	152.2059
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.0592	99.0988
1	DKK	DANISH KRONE		19.3232	19.3280
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.2294	12.2339
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.1995	12.2052
1	AED	UAE DIRHAM		37.2187	37.2268
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.4370	36.4468
1	KWD	KUWAITI DINAR		441.7176	441.9089
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.8101	43.2403
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.2918	13.2933
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.8356	27.9782
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5996	3.6000
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.2628	179.2628

BOURSE DE PARIS

En baisse après la réunion de la BCE

La Bourse de Paris a clôturé en baisse de 0,38% jeudi, les investisseurs digérant de nombreux résultats d'entreprises, jugés en demi-teinte, et les annonces de la Banque centrale européenne quant à sa politique monétaire. L'indice vedette CAC 40 a perdu 26,11 points à 6.888,96 points. Mercredi, il avait progressé de 0,31%, sa troisième séance de hausse de suite, pour finir à 6.915,07 points. L'attention des investisseurs s'est tournée vers la Banque centrale européenne (BCE) qui a laissé ses taux inchangés, après dix hausses d'affilée. Le

principal taux directeur rémunérant les dépôts, référence pour le crédit en zone euro, est ainsi maintenu au niveau historiquement haut de 4,00%. «C'était une décision attendue» et la «réaction des marchés obligataires est limitée», observe Amaury d'Orsay, responsable obligataire d'Amundi, premier gestionnaire d'actifs en Europe. Après une chute historique de près de 60% mercredi, le spécialiste français des paiements électroniques Worldline a rebondi de 13,11% à 10,65 euros. Sur la semaine, son cours accuse une perte de 55,97%. Le fabricant franco-italien de compo-

sants électroniques STMicroelectronics a bondi de 4,93% à 38,96 euros après avoir annoncé un chiffre d'affaires de 4,43 milliards de dollars au troisième trimestre, conforme à ses prévisions, et un bénéfice net de 1,09 milliard de dollars. Parmi les résultats bien accueillis du CAC 40, l'action Carrefour a gagné 4,74% à 16,36 euros après des résultats supérieurs aux attentes, et Danone, qui a relevé ses objectifs financiers, a avancé de 2,42% à 56,20 euros. BNP Paribas a lâché 2,60% à 54,72 euros après ses résultats «solides» mais avec des «tendances contrastées» au niveau des

CHINE

Pékin va s'endetter plus pour stabiliser son économie

Nommé mardi soir dans le cadre d'un remaniement aussi vaste qu'inédit – quelques mois seulement après la mise en place d'une nouvelle équipe gouvernementale accompagnant Xi Jinping pour son troisième mandat à la tête de la Chine, le nouveau ministre des Finances, Lan Fo'an, devra composer avec un déficit budgétaire au plus haut depuis trente ans.

Pékin a en effet annoncé un programme d'émission d'obligations souveraines d'une valeur de 1.000 milliards de yuans (soit 130 milliards d'euros) qui portera l'endettement de l'Etat à 3,8 % du PIB cette année, dépassant largement le seuil des 3 % fixé en mars et que la Chine s'astreint généralement à ne pas dépasser officiellement. Les nouvelles obligations « contribueront à stimuler la demande intérieure et à consolider la reprise de l'économie », a déclaré mercredi le vice-ministre chinois des Finances, Zhu Zhongming.

Une mesure qui reste d'ampleur limitée
« Il est rare que les plans budgétaires du gouvernement central soient révisés en dehors du cycle budgétaire habituel, de sorte que cette décision témoigne d'une inquiétude évidente quant à la croissance à court terme », remarque Capital Economics.

« Contrairement aux précédentes augmentations du déficit budgétaire général en août 1998/1999/2000, cette dernière a été décidée fin octobre, ce qui, selon nous, indique la détermination et la priorité du gouvernement à stabiliser l'économie au cours des prochains trimestres », estiment les économistes d'UBS. La croissance de la deuxième puissance économique mondiale a montré des signes de résistance au troisième trimestre (+1,3 % par rapport au trimestre précédent, mieux qu'attendu), mais elle reste menacée par la crise persistante du secteur immobilier. Si l'objectif de croissance de 5 % fixé pour cette année paraît désormais à portée de main, un ralentissement plus marqué en 2024 est, à ce stade, anticipé par plusieurs économistes. Pékin veut agir vite : 500 milliards de yuans seront décaissés et déployés d'ici à la fin de l'année, et les 500 milliards restants pour une utilisation

en 2024. Les obligations seront allouées à des projets spécifiques, comme la reconstruction des zones sinistrées et des projets de prévention des inondations. Si Pékin entend envoyer un signal de politique budgétaire nettement plus volontariste, la mesure reste toute de même d'ampleur limitée : correspondant à 0,8 % du PIB, elle n'a rien à voir avec les mesures « bazooka » du plan de relance de 2008. L'émission obligataire vise davantage à stabiliser l'économie qu'à lui donner un véritable coup de fouet, même si les économistes s'attendent à d'autres mesures de soutien dans le futur. Xi Jinping visite la Banque centrale Celle-ci pourrait aussi venir en aide aux collectivités locales, actuellement en grandes difficultés budgétaires. Le gouvernement central transfèrera la totalité des fonds de 1.000 milliards de yuans directement aux provinces. Outre les difficultés des promoteurs immobiliers,

les tensions sur la dette des gouvernements locaux font actuellement peser un risque sur la stabilité financière du pays. Cette question sera, à n'en pas douter, au cœur de la Conférence nationale sur le travail financier qui doit se tenir la semaine prochaine, selon Bloomberg. Ce conclave au sommet se réunit tous les cinq ans et devrait être l'occasion de nouvelles annonces pour assurer la stabilité financière du pays, l'une des priorités de Xi Jinping. Et ce n'est sans doute pas un hasard si l'homme fort de Pékin s'est rendu mardi au siège de la Banque centrale chinoise (PBOC), sa première visite publique dans cette instance depuis son arrivée au pouvoir il y a une dizaine d'années. Une façon de montrer que l'économie et la finance – des sujets traditionnellement dévolus au Premier ministre – sont sous sa haute main.

ETATS-UNIS

Les républicains sortent de leur crise au Congrès

Un homme neuf pour une majorité fragile. Les républicains ont mis fin à la paralysie du Congrès et à trois semaines de crise interne, mercredi, en élisant le peu connu Mike Johnson au poste de président (« speaker ») de la Chambre des représentants. Aucune voix de droite n'a cette fois manqué, et l'élu de Louisiane l'a emporté dès le premier tour de scrutin. Donald Trump, qui mène la course en tête côté républicain pour la présidentielle de novembre 2024, avait donné son blanc-seing. « Ma ferme suggestion est de choisir le candidat le plus en vue, Mike Johnson, et de faire vite ! » avait-il ainsi recommandé sur le réseau Truth Social. Inconnu et novice Mike Johnson offre à court terme une sortie de crise honorable, après plus de trois semaines de vacance à la tête de la Chambre des représentants. Le 3 octobre, le « speaker » Kevin McCarthy avait été destitué par huit députés de l'aile droite du parti républicain, pétris d'années de ressentiment

à l'égard de l'élu californien. Avec une très courte majorité décrochée à la Chambre aux législatives de mi-mandat en novembre dernier, Kevin McCarthy était en réalité en sursis depuis son accession mouvementée au perchoir. Et depuis début octobre, le camp républicain peinait à sortir de ses divisions internes. Trois poids lourds du Grand Old Party (GOP) ont ainsi tenté sans succès de décrocher la majorité des voix : Steve Scalise et Tom Emmer ont dû jeter l'éponge avant même de pouvoir mettre leur nom aux voix, et Jim Jordan a échoué à trois reprises en séance plénière. L'impétrant Mike Johnson est un inconnu du grand public et un novice dans la direction du Congrès. Comme une majorité des députés républicains, il a contesté le résultat de l'élection présidentielle de 2020 et nourri les tentatives de s'y opposer. Conservateur fervent, cet avocat de 51 ans, élu depuis 2017 de l'un des Etats les plus pauvres des Etats-Unis, est partisan d'un Etat

fédéral de taille réduite et hostile à l'avortement. Son baptême du feu sera rapide, tant la Chambre des représentants a de dossiers urgents à traiter. Fin septembre, les députés se sont donné 45 jours pour trouver un accord sur le budget fédéral du nouvel exercice fiscal, qui a débuté le 1er octobre. Les divisions sont profondes, tant sur la profondeur des coupes budgétaires à réaliser que sur l'ampleur du soutien à apporter à l'Ukraine. S'y est ajoutée, depuis le 7 octobre avec l'attaque du Hamas en Israël, la volonté bipartite d'amplifier l'aide à l'allié historique. A la Maison-Blanche, Joe Biden a déjà quantifié ses demandes au Congrès pour assurer la sécurité nationale des Etats-Unis : pas moins de 92,3 milliards de dollars. Un montant qui serait dévolu aux deux tiers (61,4 milliards de dollars) à l'Ukraine, dont la moitié pour de l'équipement militaire. Joe Biden souhaite par ailleurs flécher 14,3 milliards de dollars d'aides à Israël. Alors que les républicains sont en faveur d'un soutien à Israël mais divisés sur l'aide à apporter à Kiev, Mike Johnson a déjà élaboré un plan pour éviter une fermeture (« shutdown ») des services publics fédéraux après la mi-novembre. Il a ainsi déjà proposé l'adoption d'un nouveau projet de loi budgétaire provisoire, jusqu'à mi-janvier ou mi-avril. Démocrates soudés Ces dernières semaines, les élus démocrates à la Chambre des représentants sont, de leur côté, restés soudés autour de leur chef de file Hakeem Jeffries. Mais dans un scrutin où il faut une majorité absolue des voix et non relative pour devenir « speaker », l'élu de New York ne pouvait l'emporter. Et le « speaker » intérimaire, le républicain Patrick McHenry, n'avait pas le pouvoir de soumettre des projets de loi au vote. A défaut d'avoir élu Mike Johnson, une alternative pouvait être pour certains républicains modérés de voter avec les démocrates pour donner de vrais pouvoirs législatifs au « speaker » intérimaire. Une perspective repoussée par la plupart des républicains et qui était une raison de plus, mercredi, de voter pour le député de Louisiane.

RUSSIE

La Banque centrale russe relève son taux directeur à 15%

La Banque centrale russe (BCR) a annoncé vendredi relever son taux directeur de 13% à 15%, sa quatrième hausse consécutive en un peu plus de trois mois pour contrer l'inflation et l'affaiblissement du rouble, qui reste en difficulté malgré ses efforts. « Les pressions inflationnistes actuelles ont augmenté de manière significative pour atteindre un niveau supérieur aux attentes de la Banque de Russie », a indiqué la BCR dans un communiqué. « Par conséquent, il est nécessaire de resserrer davantage la politique monétaire », a-t-elle justifié, dans le but de « ramener » l'inflation, actuellement à +6%, vers « l'objectif (...) de 4% en 2024 ». Cette hausse est plus importante qu'anticipée par les observateurs qui tablaient sur une augmentation à 14% du taux directeur. L'annonce intervient alors que les députés russes ont acté jeudi l'explosion des dépenses militaires fédérales en 2024 (+68% sur un an). Or, chaque jour, le conflit en Ukraine pèse fortement sur les finances et l'économie russes. Sous l'effet des sanctions, l'affaiblissement du rouble ces derniers mois s'est ainsi accompagné d'un retour de l'inflation, faisant craindre à de nombreux Russes pour leur pouvoir d'achat. En cause notamment, la baisse considérable des revenus liés à la vente des hydrocarbures, sous le poids des sanctions et de la détermination affichée des Européens à sortir de leur dépendance énergétique vis-à-vis de Moscou.

DETTE

Fitch

maintient la note de la France

L'agence de notation déplore l'« important niveau d'endettement, constituant un point faible dans sa notation ». Après Moody's la semaine dernière, l'agence de notation Fitch a maintenu vendredi la note de la France, six mois après l'avoir dégradée, tout en s'inquiétant du niveau de déficit public élevé, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire se disant « totalement déterminé à rétablir les finances publiques ». Si la France peut se targuer d'avoir « une économie importante, riche et diversifiée, des institutions fortes et efficaces et une stabilité macrofinancière (...) ses finances publiques, et en particulier son important niveau d'endettement, constituent un point faible dans sa notation », a relevé l'agence dans un communiqué publié vendredi. Bruno Le Maire a pris « acte de la décision de Fitch » dans une déclaration à l'AFP, se disant « totalement déterminé à rétablir les finances publiques de la France ». Fitch, qui attribue actuellement à la France la note « AA- », l'une des meilleures possibles -signe que le pays reste très crédible aux yeux des marchés- a toutefois jugé que la trajectoire de désendettement était « limitée ». « Le projet de budget pour 2024 et le programme pluriannuel envisagent seulement une réduction limitée du déficit budgétaire, de 4,9% en 2023 à 4,4% en 2024 », relève ainsi l'agence de notation. Fitch ajoute s'attendre pour sa part à un déficit public de 4,6% en 2024, du fait d'une « estimation plus faible (que celle du gouvernement, NDLR) de la croissance » et du « risque que des économies (...) ne soient pas réalisées ».

APRÈS DIVERS REVERS Renault se relance hors d'Europe

Après avoir redressé sa rentabilité en France et en Europe, Renault veut poursuivre sur sa lancée dans le reste du globe. La marque au Losange a donné, mercredi, au Brésil, l'un de ses principaux marchés à l'export, le coup d'envoi d'une vaste offensive commerciale. Celle-ci se traduira par le lancement de huit nouveaux modèles hors du Vieux Continent d'ici à 2027.

Le premier d'entre eux, un SUV compact (4,12 mètres de long) baptisé Kadian, a été dévoilé à la presse à Rio. Doté d'une douzaine d'aides à la conduite et d'une boîte de vitesses automatique, le véhicule est basé sur une nouvelle plateforme qualifiée par Renault d'« ultraflexible ». Celle-ci permettra de produire des véhicules mesurant aussi bien 4 que 5 mètres de long, avec des motorisations allant du thermique classique à l'hybride en passant par le GPL. Le constructeur a illustré cette modularité en présentant également (à l'état de « concept car » pour l'instant) un musculeux pick-up surélevé, conçu à partir de la même base technique.

« La première marque française dans le monde » Cette plateforme équipera les usines du groupe situées en Amérique latine, au Maroc, en Inde et en Turquie. Renault l'utilisera pour proposer 5 modèles avec des tailles et des carrosseries adaptées à ces marchés, tout développant les économies d'échelle. Les trois autres véhicules attendus seront assemblés à Busan, en Corée du Sud, à partir de la plateforme fournie par le Chinois Geely, qui détient 34 % de la filiale coréenne de Renault. Il s'agira probablement de SUV de grande taille à destination de l'Asie et du Moyen-Orient. Sous l'ère Ghosn, le groupe français avait poussé les feux à l'international, jusqu'à atteindre une vente sur deux hors d'Europe en 2017, sur un total de 3,7 millions de véhicules écoulés toutes marques confondues. Renault a ensuite dû encaisser plusieurs revers, avec notamment le retrait pour raisons géopolitiques d'Iran en 2018, puis de Russie l'an dernier, alors que ce pays représentait le deuxième marché du constructeur derrière la France. Entretemps, la tentative tardive de percée en Chine a tourné au fiasco. Les déboires qu'encaissent aujourd'hui la plupart des marques occidentales et japonaises en République populaire rendent cet échec moins douloureux à vivre. Mais si l'on y ajoute les Etats-Unis, la marque est absente des deux premiers marchés automobiles mondiaux. Pas question pour autant de céder à la tentation d'un repli sur le pré carré européen. « Nous avons les moyens de prétendre au statut de marque globale, explique le directeur général Fabrice



Cambolive. L'an dernier, 43 % de nos ventes étaient hors Europe. Nous sommes la première marque française dans le monde. » Depuis son arrivée en 2020, le patron du groupe Luca de Meo s'est efforcé « d'encapsuler les risques » liés à ces activités hors de l'Union européenne. Un taux de localisation élevé permet notamment de limiter l'impact des fluctuations des taux de change. Doté d'un budget d'investissement de 3 milliards d'euros, le plan dévoilé ce mercredi ouvre une seconde phase. Il s'agit de développer les ventes tout en « remettant de l'ordre dans le puzzle », explique Fabrice Cambolive. Cela passe par une plus grande homogénéité dans l'offre : fini les noms de modèles qui varient selon les régions comme c'était souvent le cas jusqu'ici, Kadian s'appellera Kadian en Argentine comme au Maroc.

Affirmer l'identité Renault
Par ailleurs, « il faut retrouver, quels que soient le pays et le modèle, ce qui fait la signature de Renault », poursuit le dirigeant. Le design sera nette-

ment plus proche de celui de la marque en Europe, et sous le capot les clients pourront opter pour les motorisations hybrides qui font un carton sur le Vieux Continent (la marque vendra aussi dans certains pays des modèles 100 % électrique, mais en les important depuis la France). Cette affirmation identitaire signifie en creux la fin des « rebadgeages » qui amenaient à vendre dans certains pays à faible pouvoir d'achat des Dacia (autre marque du groupe Renault) sous la marque Renault. C'est également le signal que l'offre va monter en gamme, un autre axe de la stratégie de Luca de Meo. Hors de l'Union européenne, la marque proposait jusqu'ici essentiellement des citadines (segment A) ou des polyvalentes compactes (segment B). Si le Kadian occupera ce créneau, cinq des 7 futurs modèles seront positionnés sur des segments de taille supérieure. Renault table sur un chiffre d'affaires par véhicule deux fois supérieur en 2027 par rapport de 2019. De quoi viser, espère le groupe, une marge opérationnelle à deux chiffres dans ces régions du monde.

BYD s'implante industriellement au Brésil

Le spécialiste chinois de l'automobile électrique va installer sa première usine hors d'Asie. Il prévoit d'investir 600 millions d'euros pour accélérer la transition verte, en promettant de « réindustrialiser » le Brésil. BYD appuie sur le champignon au Brésil. Le champion chinois de la voiture électrique a annoncé l'installation de sa première usine hors d'Asie dans le plus grand marché latino-américain. Pour cela, il a joué fin. D'un côté, il a mis sur la table un projet de 3 milliards de reais (570 millions d'euros). De l'autre, il a promis de s'établir dans une ancienne usine désaffectée de Ford dans l'Etat de Bahia, dans la région nordeste du Brésil. Sans verser un sou pour le rachat du site. Son investissement portera donc essentiellement sur l'outil industriel. Le début de la production dans l'usine de Camaçari, proche de Salvador, est prévu à la fin de l'année prochaine. « Nous allons installer un centre



de recherche dans cette ville, et élaborer de nouvelles solutions dans le cadre de la transition verte. Le Brésil va devenir une référence mondiale en la matière », fait miroiter Wang Chuanfu, le patron de BYD, parfois surnommé l'« Elon Musk chinois ». Le marché des véhicules électriques au Brésil n'en est encore qu'à ses balbutiements. Moins de 200.000 modèles électriques ou hybrides circulent en effet dans les rues brésiliennes. Une goutte d'eau au regard d'une flotte estimée à

60 millions d'automobiles. Mais les constructeurs chinois ont pris une longueur d'avance dans la course à l'électrification. Avec Volvo ou encore Great Wall Motors, qui envisage une production locale dès l'année prochaine dans son usine de l'Etat de São Paulo. Mais surtout avec BYD, qui a déjà lancé ses modèles Delphin et Seal à grand renfort de publicité. Le constructeur chinois prévoit en outre d'élargir son réseau de concessionnaires de 30 actuellement à 200 à la fin de l'année

prochaine. La question des taxes Les constructeurs installés depuis des lustres dans ce grand marché brésilien ne cachent pas leur irritation, voire leur inquiétude. « Nous craignons une invasion de produits asiatiques », affirme sans ambages Márcio de Lima Leite, président de l'Association nationale des constructeurs automobiles brésiliens (Anfavea). Le lobby automobile demande au gouvernement d'ériger de nouvelles barrières douanières. BYD se bat ainsi se bat sur deux fronts. Il revendique le maintien de la suspension de l'impôt sur l'importation des véhicules électriques, qui vient à échéance à la fin de l'année, et le renouvellement des abattements de taxes concédés aux producteurs qui s'installent dans les régions éloignées des grands centres de production, comme le Nordeste. Le gouvernement Lula, quant à lui, a promis de garder le cap sur la transition vers l'économie verte. Un bon point pour BYD.

Mansory a encore massacré une Ferrari !



Cette Ferrari 812 GTS signée Mansory est une véritable merveille. Ou peut-être un massacre ? Ce nouveau look audacieux ne plaira certainement pas à tout le monde.

Qui osera acheter cette Ferrari ? La 812 GTS est une voiture déjà spectaculaire aux performances étonnantes. Sans parler de son V12 Ferrari sous le capot. Cependant, cette 812 GTS en particulier n'est plus exactement comme les autres, car elle a été fortement modifiée par Mansory et transformée en « Stallone Tempesta Nera Verda ».

Le tuner a lancé son kit de modifications Stallone pour la 812 GTS il y a quelques années. Mais cet exemplaire est sans conteste le plus extravagant jamais créé. En fait, on dirait que cette 812 GTS a été dessinée en plein délire psychédélique.

Commençons par la peinture. Mansory a travaillé de manière peu commune sur l'extérieur de la voiture. Une moitié est peinte en noir mat et l'autre moitié en turquoise. Cependant, Mansory n'a pas simplement peint le côté conducteur en noir mat et le côté passager en turquoise. Au lieu de cela, l'avant du côté conducteur est en noir mat et la moitié arrière est en turquoise. Evidemment, la moitié avant du côté passager est turquoise tandis que la moitié arrière est en noir mat. Pour rendre cette livrée spéciale encore plus visible, une bande aux couleurs du drapeau italien parcourt le dessus de cette Ferrari.

« SCARY FAST »

Les accessoires Mac devraient également passer à l'USB-C

Plus rien n'arrête le rouleau compresseur de l'USB-C chez Apple. Après l'iPhone, qui a fini par y passer en septembre, les accessoires Magic (clavier, souris, trackpad) devraient y avoir droit lors de l'événement « Scary fast » de la semaine prochaine.

L'ère du Lightning tire à sa fin chez Apple. Après son inauguration en 2012 avec l'iPhone 5, le port propriétaire a constructeur a été mis à toutes les sauces, y compris dans des produits qui n'ont aucun rapport avec iOS, à l'image des périphériques de saisie : Magic Mouse, Magic Keyboard et Magic Trackpad. Ces accessoires pour le Mac sont équipés de batteries qui se rechargent via leur port Lightning.

Un seul port pour les recharger tous

À l'image des iPhone 15 qui sont passés sans trop d'embarras à l'USB-C, les périphériques Magic devraient à leur tour troquer le Lightning pour de l'USB-C à l'occasion de l'événement Apple « Scary fast » de mardi prochain. C'est du moins la prévision de Mark Gurman, et cela a du sens : l'Union européenne exige en effet que les smartphones et les accessoires neufs de ce type puissent être



rechargés en USB-C d'ici le 28 décembre 2024. Pour l'iPhone, c'est fait, mais il reste encore à Apple une poignée de produits à faire basculer. Reste à savoir si le constructeur a l'intention de revoir le système de recharge de la Magic Mouse. Il faut en effet

retourner la souris pour y brancher un câble Lightning, ce qui en plus d'être un peu ridicule, empêche d'utiliser le mulot pendant quelques minutes... Espérons qu'Apple aura revu le design de la souris, par exemple en positionnant le port USB-C à l'avant. Le fouineur

de Bloomberg dresse également la feuille de route (supposée) d'Apple pour la keynote : nous devrions donc avoir droit à de nouveaux iMac sans changement de design mais avec une puce M3, ainsi que des MacBook Pro 14 et 16 pouces, là aussi avec des M3 Pro et Max.

WESTERN DIGITAL

Le projet de fusion avec Kioxia fait plouf

Le projet de fusion entre l'américain Western Digital et le japonais Kioxia, en discussion depuis le début du mois et rendu public plus tôt dans la semaine, vient de tourner court. L'un des actionnaires de Kioxia, le sud-coréen SK Hynix, ne s'est finalement pas laissé convaincre d'investir dans cette nouvelle holding. Le marché des SSD vient frôler l'un de ses événements les plus importants de ces dernières années. Ces derniers jours, le journal Nikkei rendait publiques les discussions concernant une fusion entre Western Digital, quatrième acteur du marché des SSD dans le monde, et le japonais Kioxia, qui occupe la troisième place. Ce projet devait déboucher sur la création d'une nouvelle holding, détenue à parts égales par les deux entreprises, et dont les projections lui octroyaient des parts de marché supérieures à celles du leader du secteur, Samsung. Mais c'était sans compter sur le désaccord d'un des actionnaires de Kioxia, le sud-coréen SK Hynix, un autre constructeur de SSD qui talonne lui aussi Samsung à la deuxième place. SK Hynix fait partie des actionnaires de Kioxia depuis que ce dernier est devenu une entité indépendante de Toshiba en 2019 et abandonnant son ancien nom Toshiba Memory, bien que Toshiba reste actionnaire de Kioxia. SK Hynix avait alors investi



400 milliards de yens (2,53 milliards d'euros au taux actuel) dans cette nouvelle entreprise à travers le fonds d'investissement Bain Capital. Mais pour SK Hynix, les réticences au sujet de ce projet de fusion n'étaient pas simplement financières : le but avoué d'aller concurrencer Samsung en tant que leader aurait nécessairement fait de l'ombre à sa deuxième place sur le marché, et aurait potentiellement porté atteinte à ses différents partenariats avec Kioxia. Le projet de fusion avec Western Di-

gital semble donc dans une impasse, mais le constructeur américain a indiqué que cela n'impacterait pas ses relations avec Kioxia. Il utilise en effet depuis plusieurs années les usines du japonais pour la fabrication de ses propres SSD, et a investi à plusieurs reprises dans les infrastructures de Kioxia. Ce partenariat devrait donc se poursuivre à l'avenir, même en l'absence d'une holding co-détenue par les deux acteurs : Samsung peut dormir sur ses deux oreilles.

Pourquoi les smartphones pourraient coûter encore plus cher en 2025

Si vous trouvez que les smartphones sont devenus trop chers, attachez vos ceintures, leur prix pourrait encore augmenter en 2025. La faute à un composant très populaire.

Qualcomm a présenté une nouvelle puce haut de gamme, cette année le Snapdragon 8 Gen 3, et beaucoup de constructeurs Android vont l'intégrer dans leurs smartphones « premium ». C'est notamment le cas du Xiaomi 14 et du Honor Magic 6. Une dynamique qui pourrait avoir des conséquences importantes sur le prix de certains téléphones en 2025.

Le sujet a été abordé pendant une session de questions-réponses à l'occasion de l'événement Qualcomm Summit qui s'est tenu du 24 au 26 octobre dernier. En répondant à une question, le vice-président senior de Qualcomm, Chris Patrick, a dit qu'il s'attendait à ce que le coût du Snapdragon 8 Gen 4 augmente à mesure que l'entreprise s'efforce d'atteindre « des niveaux de performances étonnants ».

En effet, Qualcomm a confirmé que les cœurs Oryon de sa puce Snapdragon X Elite, dédiée aux PC, arriveront sur les plateformes mobiles en 2024, pour équiper les smartphones en 2025. Plus de performances tout en gardant une bonne efficacité énergétique, cela a un coût.

On ne sait pas combien Qualcomm facture à ses clients comme Samsung, Xiaomi, Honor ou encore Oppo, mais toute augmentation tarifaire sera logiquement répercutée sur les prix des produits. Et oui, c'est bien le consommateur qui payera la facture à la fin.

Quels smartphones pourraient être concernés ?

Essentiellement les smartphones haut de gamme qui sortiront en 2025 et qui seront probablement équipés de la future puce Snapdragon 8 Gen 4 qui devrait, selon toute vraisemblance, être présentée fin 2024.

On parle ici de produits comme les Galaxy S25, Les Galaxy Z Fold 7 et Z Flip 7, le OnePlus 13 ou encore les Xiaomi 15, s'ils portent bien ces noms. Si Samsung fait revenir sur le devant de la scène ses puces Exynos pour certains de ses smartphones, cela permettrait au constructeur coréen d'être un peu moins dépendant de Qualcomm et de mieux maîtriser ses marges. Les smartphones Google Pixel devraient aussi y échapper dans la mesure où ils sont équipés de puces Tensor. Les iPhone ne seraient pas non plus concernés dans la mesure où Apple continue à développer ses puces AXX Pro et Bionic.

Si vous trouvez que les plus de 1400 euros demandés pour acquérir un Galaxy S23 Ultra ou un Xiaomi 13 Ultra sont prohibitifs, vous n'êtes peut-être pas au bout de vos surprises...

Mots fléchés

Tignasses	↓	Gouffre	↓	Arbres	↓	Vraiment	↓	Mouettes	↓	Éclaircis- sement	↓	Crus	↓
Plantes grimpan- tes	↓	Ratite	↓	Anéantis	↓	Marque de dégoût	↓	Engrais azoté	↓			Prince troyen	↓
	↓		↓		↓		↓		↓				↓
Trouble- fête	→									Équidé borné	→		
Futur	↓												
	↓					Trompe- ries	→						
						Magie	↓						
Coin de Normandie	→			Fruits comes- tibles	→					Id est en court	→		Astronome hollandais
Le chlore du savant	↓			Connétable de Castille	↓								↓
		Blessée	→					Répétitif		Charabia		Direction	↓
		Confirmé	↓										
Aurochs	→		↓			Programme TV	→		↓		↓		↓
Entaille	↓					Ralentit la chute	↓						
	↓				Avance d'argent	→				Piquant	→		
Armée révolu- tionnaire	→				Pal à hareng	→				Contrat locatif	→		
Lettre grecque	↓				Unité de pression	↓							
				Fait d'avance	→								Mère des titans
				Petit têtù	↓								↓
Remise sur la liste	→	Proche de Papeete	→			Participe		Faussaire		Lieu de combats	→		↓
	↓	Possibles à atteindre	↓				↓		↓				
											Enlevé	→	
Étude des roches	→										Révolte précoce	→	Fautes
Recette	↓												↓
		Homme de lettres	→			Conifères	→			Avide	Équerre	→	
Magma		Danse de Vienne		Lieutenant	→	Exprime l'action		Assécher	→				
	↓			Blason	↓			Enchâs- sement	↓				
					Vague	→					Métal d'alliance	→	
											Gouet	↓	
Diplôme	→				Possessif	Saison chaude	→			Feuille de carotte	→		
Orner	↓					Explosif	↓						
					↓	↓				Argon de la cornue	→	Trompé	
												↓	
Suis le docteur	→			Terme de rugby	→					Changer	→		
Élimé	↓												
				Mesure de bois	→					Troublés	→		

L'Université « Djillali Liabes » décroche la première place en Afrique dans plusieurs domaines

L'Université « Djillali Liabes » de Sidi Bel Abbès a décroché la première place en Afrique et au Maghreb dans de nombreuses spécialités, selon le classement thématique mondial de Shanghai, dans son édition de 2023. Dans le classement du meilleur établissement universitaire à l'échelle internationale, l'Université « Djillali Liabes » s'est hissée dans le segment 101-150 pour la spécialité de génie civil et dans celui 151-200 pour la spécialité de génie mécanique. L'Université « Djillali Liabes » figure également dans le segment 301-400 de la meilleure université en ingénierie des matériaux.



ITALIE

Eni annonce une baisse de 67% de son bénéfice net au 3^e trimestre

La Compagnie italienne hydrocarbures (Eni) a vu son bénéfice net chuter de 67% à 1,91 milliard d'euros au troisième trimestre, sous l'effet de la baisse des cours du pétrole et du gaz, a-t-elle indiqué vendredi dans un communiqué. Le bénéfice net ajusté - un indicateur scruté de près par les marchés car il exclut des éléments exceptionnels - a lui aussi fléchi, s'établissant à 1,81 milliard d'euros, soit une baisse de 51%. A l'instar de ses concurrents, le groupe italien avait profité en 2022 de la hausse des prix du gaz et du pétrole, affichant un bénéfice net record de 13,8 milliards d'euros. Le scénario a brusquement changé en 2023: le prix du baril de Brent de la mer du Nord s'est élevé ainsi à 86,76 dollars en moyenne au troisième trimestre, soit un recul de 14%, a-t-elle détaillé. Cette baisse est cependant inférieure à la chute de 31% enregistrée au deuxième trimestre, marqué par un prix moyen de 78,39 dollars. En outre, le prix de référence du gaz naturel a chuté de 83% au troisième trimestre, a précisé Eni. Accusant le coup de la baisse des cours, le chiffre d'affaires du groupe a plongé de 40% à 22,31 milliards d'euros, restant nettement en dessous des attentes des analystes qui avaient tablé sur 32,58 milliards d'euros.

CRAAG

Secousse tellurique de 3,9 degrés à Tipasa

Une secousse tellurique de magnitude 3.9 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée samedi à 7h48 dans la wilaya de Tipasa, indique un communiqué du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 6 kilomètres au sud-est de Sidi Semiane, précise la même source.

COMMUNICATION

Laagab appelle au renforcement de la souveraineté médiatique

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Laagab, a appelé, samedi à Alger, les médias nationaux à travailler avec « abnégation » et à produire davantage de programmes pour renforcer la souveraineté médiatique. Lors d'un recueillement à l'occasion du 61^e anniversaire du recouvrement de la souveraineté sur la Radio et la Télévision, M. Laagab a exhorté « l'ensemble des médias nationaux à travailler avec abnégation pour réaliser la souveraineté médiatique », ajoutant que « nous sommes appelés à produire, durant ces années, davantage d'informations et de programmes en vue de renforcer l'indépendance médiatique, par fidélité à nos aînés ».

« Nous sommes ici, aujourd'hui, pour évoquer avec fierté un anniversaire mémorable riche en significations et extrêmement important et s'enorgueillir du recouvrement par nos aînés de la souveraineté sur la Radio et la Télévision » algériennes, a-t-il affirmé, précisant que cet événement mémorable ne représente pas « uniquement le fait de retirer le drapeau de l'occupant pour le remplacer par notre drapeau, celui de l'indépendance, mais revêt une grande dimension politique et stratégique, l'indépendance et la souveraineté étant un

tout indivisible qui ne tolère pas de compromis ».

« L'indépendance politique ne pouvait être totale sans l'indépendance médiatique, notamment à travers le recouvrement de la souveraineté sur la Radio et la Télévision », a-t-il soutenu.

A ce propos, le ministre a évoqué « les guerres médiatiques actuelles, biaisées et tendancieuses, ainsi que la désinformation, le blackout, la diffusion de mensonges et d'images fabriquées de toute pièce, notamment de ce qui se passe actuellement à Ghaza assiégée », ajoutant « C'est dire l'importance de cet événement

historique qu'ont vécu nos aînés, artisans de la souveraineté médiatique de l'Algérie ».

M. Laagab s'est recueilli, à cette occasion, « à la mémoire des martyrs de la Glorieuse guerre de libération et de l'ensemble des journalistes algériens décédés durant la Révolution ou après l'indépendance ». Outre le ministre de la Communication, le Conseiller du président de la République chargé de la Direction générale de la communication, Kamel Sidi Said était présent à cette occasion, ainsi que des directeurs et des cadres de plusieurs établissements médiatiques nationaux.

X (ex-Twitter) lance un abonnement mensuel à 16 dollars

X, ex-Twitter, a lancé deux nouveaux abonnements vendredi, un an exactement après qu'Elon Musk ait racheté le réseau social (pour 44 milliards de dollars), désormais en difficulté financière.

Les utilisateurs peuvent désormais choisir entre trois formules: Basic, Premium (anciennement "Blue") et Premium+, respectivement à 3, 8 et 16 dollars par mois. En plus des avantages inclus dans la formule Premium, les abonnés à Premium+ bénéficieront de la meilleure exposition pour leurs messages (plus de chances d'être lu et de susciter des réactions) et ne verront plus de publicités.

Quant à l'option la moins chère, elle inclut les outils d'édition de base (possibilité de corriger un message ou de publier des vidéos plus longues, entre autres), et l'authentification à deux facteurs, mais pas l'accès aux outils pour les créateurs (qui permettent d'être rémunéré) ni la certification du compte avec la fameuse coche bleue.

MARCHÉ DU FER

La compagnie brésilienne Vale s'attend à une «forte» demande de la Chine

La compagnie minière brésilienne Vale, premier producteur et exportateur mondial de fer, s'est déclarée optimiste quant à une demande "plus forte" de produits en provenance de la Chine, son principal marché. S'exprimant lors d'une téléconférence avec des journalistes, la direction de Vale a déclaré "être certaine que des

facteurs internes contribueraient à stimuler l'économie chinoise, ce qui, conjugué à une baisse de l'offre de minerai de fer en Chine, aurait un impact positif sur le segment du minerai de fer". Les effets de l'économie chinoise sont "positifs", a déclaré le PDG de Vale, Eduardo Bartolomeo, qui a souligné les efforts du gouvernement chinois

pour stimuler l'économie du pays. Le vice-président exécutif de Vale pour les solutions de minerai de fer, Marcello Spinelli, a affirmé, de son côté, que la société minière avait "une vision très optimiste" de la Chine "en raison de sa capacité de redressement". Outre les mesures incitatives, les dirigeants de Vale considéraient que l'industrie manufacturière

chinoise est en train de se transformer, sous l'impulsion de la décarbonisation. Selon M. Spinelli, les produits qui doivent être décarbonés nécessiteront l'achat de minerai de haute qualité, dont les prix sont plus élevés, car une "demande plus forte" est observée avec l'émergence d'une "nouvelle plateforme d'usines" ayant besoin de ce type d'acier.

RÉDUCTION DES ÉMISSIONS LIÉES À LA CLIMATISATION DE 68% D'ICI 2050

Un engagement sera dévoilé lors de la COP28

Un «engagement en matière de climatisation» qui sera dévoilé lors du sommet COP28 le mois prochain obligera les pays signataires à réduire les émissions liées à l'utilisation de climatiseurs de 68% d'ici 2050, selon un projet de texte consulté vendredi par l'AFP. Cependant, on ne sait pas combien de pays adhéreront à cet engagement, ni si des poids lourds tels que la Chine et l'Inde, où la demande en matière d'air conditionné croît rapidement, y participeront. Les moyens de climatisation représentent actuellement plus de 7% des émissions

mondiales de gaz à effet de serre, selon les Nations unies. Ils contribuent aux émissions en raison de l'électricité nécessaire pour alimenter les technologies telles que les climatiseurs et les ventilateurs, et parce que la climatisation et la réfrigération dépendent généralement d'hydrofluorocarbures. Ce sont des polluants de courte durée mais puissants qui peuvent avoir des effets de réchauffement climatique plus importants que le dioxyde de carbone. L'ONU estime qu'environ 3,6 milliards de climatiseurs sont utilisés dans le monde,

mais leur nombre devrait monter en flèche, la demande mondiale d'énergie pour la climatisation triplant d'ici 2050. «Sans intervention politique, les émissions directes et indirectes provenant de la climatisation et de la réfrigération devraient augmenter de 90% au-dessus des niveaux de 2017 d'ici 2050», avertissait un rapport de l'ONU en 2020. Il reconnaît le nombre croissant de décès liés à la chaleur dans le monde et le fait que près de trois milliards de personnes disposent actuellement d'options de climatisation inefficaces.

Mais il suggère que l'accès peut être élargi tout en réduisant les émissions du secteur grâce à des outils tels que des climatiseurs plus efficaces, des immeubles utilisant la climatisation passive et une réduction des hydrofluorocarbures les plus puissants. Les négociateurs se réuniront à Dubaï à partir du 30 novembre pour des tractations sur le climat qui devraient se concentrer sur l'avenir des combustibles fossiles, un appel à une utilisation accrue des énergies renouvelables et le financement de l'adaptation et de la transition dans les régions en développement.